

Atelier de démarrage du projet GCP/RAB/010/SPA

29 novembre au 1 décembre 2010, Tunis, Tunisie

Introduction

Les maladies animales transfrontalières (TADs) et les zoonoses, représentent un obstacle de taille au développement d'une production animale rentable dans les pays de la région méditerranéenne et plus particulièrement dans ceux du Nord de l'Afrique. La propagation des TADs est favorisée par le mode d'élevage, le plus souvent extensif, pratiqué dans les pays de la rive sud de la Méditerranée et le risque est également élevé pour les pays d'Europe du Sud qui entretiennent des relations commerciales intenses et partagent des flux migratoires denses avec les pays d'Afrique du Nord.

Le projet **GCP/RAB/010/SPA** qui vient de démarrer le 1^{er} juin 2010, sur financement du gouvernement espagnol par le canal de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) se destine au renforcement des systèmes de prévention et de lutte contre les maladies animales transfrontalières des pays africains de la rive sud de la Méditerranée (Pays de l'Union du Maghreb Arabe : Mauritanie, Maroc, Tunisie, Algérie, Libye et l'Égypte) et ce par le renforcement des services de santé animale et en coordonnant les activités de surveillance épidémiologique et celles relatives aux programmes de lutte contre les maladies animales dans le cadre d'un réseau régional, le Réseau Méditerranéen de Santé Animale (REMESA). Ce projet qui suit naturellement le projet pour le contrôle de l'Influenza Aviaire hautement pathogène (IAHP) au Maghreb et en Égypte, financé également par l'Espagne, est appelé à profiter à toute la région méditerranéenne.

Ces pays sont stratégiquement très importants pour les pays de l'Union Européenne, riverains du nord de la Méditerranée, en considération de la proximité géographique, de l'intensité des échanges commerciaux et des déplacements des personnes. La mondialisation et la libération du commerce international ont intensifié ces échanges et par la même occasion, accru les risques de diffusion de TADs dont plusieurs sont des zoonoses à fort impact négatif sur la santé publique. Pour limiter ces risques et leurs effets socio-économiques, des règles de biosécurité doivent certes être strictement suivies par les pays concernés mais aussi l'activation de mécanismes et le développement des capacités des laboratoires de diagnostic, la mise en place de réseaux d'épidémiosurveillance et la formation de personnel aussi bien pour le diagnostic des maladies animales que pour l'épidémiologie de ces maladies, pour l'échange d'information et la communication, et pour l'évaluation du contexte social et économique, autant que pour l'impact socio-économique des TADs. Ces mesures et ces actions ne peuvent être réellement efficaces et ne permettre une réaction rapide à l'agression que si elles sont prises et entreprises aussi bien au niveau national que régional, dans le cadre d'un réseau impliquant les pays de la région, le REMESA, pour la simple raison que les pays de la région méditerranéenne forment une entité épidémiologique et géo-sanitaire, agressée régulièrement par des TADs qui menacent aussi bien ses ressources animales que la santé de sa population. Ces pays ont entamé un processus de rapprochement politique et économique par la création d'institutions régionales (Union du Maghreb Arabe, Processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée) qui justifient la pertinence de ce projet.

Le REMESA qui est géré par les pays membres, comprend 4 sous-réseaux :

- Le RELABSA ou réseau régional des laboratoires de santé animale,
- Le REPIVET, ou réseau régional d'épidémiosurveillance,
- Le RECOMSA ou réseau régional de communication sur la santé animale et
- Le RESEPSA ou réseau régional socio-économique de santé animale.

Toutes les activités du projet GCP/RAB/010/SPA « Renforcement des systèmes de prévention et de lutte contre les maladies animales transfrontalières au Maghreb et en Égypte en vue d'établir un réseau méditerranéen de santé animale », le REMESA, seront coordonnées par l'unité FAO du Centre d'Urgence des Maladies Animales Transfrontalières ou *Emergency Center for Transboundary Animal Diseases* (ECTAD) du centre régional de santé animale pour l'Afrique du nord (CRSA-AN), à Tunis.

L'application effective de systèmes de prévention et de lutte contre les maladies animales nécessite la coordination des activités des services de santé animale des pays de la région, en vue de prévenir et de lutter contre les TADs et les zoonoses ; elle n'est faisable que par le renforcement des relations, des échanges et des collaboration entre les structures concernées, tant au niveau technique que réglementaire.

Les résultats attendus des activités de ce projet sont résumés dans le tableau en annexe 3

Déroulement de l'atelier

L'atelier de démarrage du projet GCP/RAB/010/SPA s'est déroulé en 5 sessions réparties sur 3 jours selon le calendrier-programme de l'Annexe 1

Session I : FAO-ECTAD et contexte institutionnel

Ouverture officielle

L'ouverture officielle de l'atelier de démarrage du projet GCP/RAB/010/SPA de renforcement des systèmes de prévention et de contrôle des maladies animales transfrontalières au Maghreb et en Égypte, vers la concrétisation du Réseau Méditerranéen de santé animale (REMESA) a été effectuée par le Professeur Malek Zrelli, Directeur General des Services vétérinaires, représentant le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques de Tunisie.

Le Professeur Zrelli souhaite la bienvenue à tous les participants. Il leur transmet les regrets du ministre absent pour raison d'agenda. Il exprime sa satisfaction de voir tous les pays de la région représentés et insiste sur la coordination indispensable, devant l'intensification des échanges de biens et de personne et les risques et dangers que cela entraîne. Il rappelle que les performances en production animale sont intimement liées à la santé animale et que les maladies animales transfrontalières et notamment les zoonoses représentent un risque important pour la santé publique. Il souligne l'intérêt et l'enrichissement que procurent les confrontations des expériences des pays de la région et la nécessaire conjugaison des efforts et des moyens entre leurs services vétérinaires.

La coordination des services vétérinaires est en effet plus que jamais impérative et nécessaire, face aux défis qui se présentent, notamment avec l'émergence de nouvelles maladies animales parfois redoutables pour l'homme. Par ailleurs, la succession de crises sanitaires de grande ampleur peut engendrer des bouleversements économiques et sociaux considérables et créer des situations de panique à l'échelle mondiale.

Dans de nombreux pays, dont la Tunisie, le développement et la croissance dépendent des performances de l'agriculture en terme de production, de qualité et de sécurité des produits alimentaires d'origine animale, performances qui à leur tour sont liées à la fiabilité et aux performances des services vétérinaires. Par ailleurs, l'amélioration de l'élevage est un puissant facteur de réduction de la pauvreté et de lutte contre la malnutrition. En effet, les maladies animales augmentent la pauvreté et limitent le libre accès aux marchés rémunérateurs régionaux et mondiaux, privant ainsi les éleveurs de revenus substantiels. En outre, certaines maladies animales, les zoonoses et notamment les zoonoses d'origine alimentaires, constituent un risque permanent pour la santé publique.

Une approche régionale est indispensable pour la maîtrise des maladies animales. C'est dans cet esprit que la Tunisie a adhéré au processus de Barcelone et au projet de création de l'union pour la Méditerranée en 2008. La Tunisie soutient toute activité de coordination en réseau visant les pays des deux rives de la Méditerranée et dont le REMESA est un parfait exemple. En effet il constitue un cadre de coopération mutuelle pour l'animation et le développement des programmes de santé animale de part et d'autre de la Méditerranée et dont l'objectif est d'améliorer la prévention et le contrôle des maladies animales dans la région par l'harmonisation des méthodes de surveillance et de lutte et par le renforcement des dispositifs nationaux.

Le professeur Zrelli rend hommage au travail remarquable effectué par l'unité régionale FAO-ECTAD pour l'Afrique du Nord depuis 2007 et adresse ses vifs remerciements à l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) pour son soutien aux activités du Centre Régional de Santé Animale pour l'Afrique du Nord (CRSA-AN) qui regroupe les deux organisations sœurs FAO et OIE. Il remercie également l'OIE pour sa contribution à les activités visant à limiter l'impact des maladies sur la santé publique et sur l'économie des pays de la région.

Présentation de la journée

Mr. Bruno Minjauw (ECTAD-NA ou *Emergency Center for TADs for North Africa* – Centre d'Urgence pour les TADs pour l'Afrique du Nord) présente ses souhaits de bienvenue aux participants au nom du Dr. Fikri, représentant de la FAO à Tunis et expose les objectifs de l'atelier. Il fait ensuite un tour de la salle afin que les participants des services vétérinaires et des laboratoires des différents pays ainsi que les experts et officiels de la FAO, se présentent (voir liste des participants en annexe 2).

Mr. Minjauw informe les participants que la FAO les a réunis dans cet atelier pour concrétiser le projet qui a démarré en Juin 2010 et qui porte sur 3 ans, dont le financement par l'Espagne pour la première année est confirmé. Les participants sont appelés à contribuer par leur expertise à la compréhension et à l'affinement de ce projet. L'atelier se consacrera principalement à des activités de groupes thématiques, chacun des 6 pays participants étant représenté par une personne/point focal pour l'un des 4 thèmes de l'atelier : Épidémiologie, laboratoire, communication, socio-économie. Le canevas pour chaque thème a été préalablement établi et les débats devront porter, dans le cadre des activités thématiques, sur

la nature des actions à entreprendre, les activités dont on n'aurait pas été identifiées lors de la rédaction du projet, l'ordre de priorité de ces actions, les partenaires potentiels et l'appui financier nécessaire à la réalisation des actions.

Il brosse ensuite le tableau du contexte institutionnel par la présentation de la FAO, d'ECTAD et du REMESA. Il situe le cadre logique du projet dans les stratégies thématiques régionales en matière de diagnostic de laboratoire, d'épidémiologie des maladies animales, de communication et d'impact socio-économique.

L'Impact attendu du projet est de contribuer à assurer la sécurité alimentaire de la population et la santé publique, dans la région méditerranéenne et ce, par l'amélioration de la santé animale qui serait considérée alors comme une mesure essentielle de protection de la santé publique.

L'Objectif spécifique du projet, est l'amélioration des capacités nationales et régionales de prévention et de lutte efficaces contre les TADs et les zoonoses par le renforcement des services de santé animale et la coordination des programmes de surveillance et de lutte, et par la transformation en action des activités programmées, grâce à l'expertise de la FAO, le but de l'atelier étant de passer en revue le projet et d'étudier dans le détail son cadre logique, son impact et ses résultats.

Le financement du projet est prévu pour une durée de trois ans s'étendant de juin 2010 à mai 2013. Le projet est financé par l'Espagne à travers son agence international de coopération et de développement qui y a consacré un fond de US\$ 2,500, 000 dont 1,035.503 US\$ ont été débloqués pour la première année. Le projet n'est pas appelé à être totalement financé par l'Espagne ou sur les ressources propres de la FAO. Si le financement partiel du projet par l'Espagne est acquis pour la première année et probablement pour les deux années suivantes, des financements complémentaires durables devraient être assurés par une contribution des pays membres et par d'autres projets à financement régionaux ou internationaux. A cet effet, l'un des objectifs de l'atelier est de sensibiliser les bailleurs de fonds et les éventuels donateurs pour assurer la pérennité des activités qui permettront la concrétisation du REMESA.

Les Résultats des activités du projet résident dans la coordination, l'harmonisation et l'amélioration des capacités de diagnostic, de surveillance épidémiologique, de communication et de socio-économie

A la fin de l'atelier, les résultats seront présentés, au cours d'une réunion de restitution, aux partenaires des différents pays (Services vétérinaires, Représentations diplomatiques des pays bénéficiaires, Instituts de recherche, Agences de développement et Bailleurs partenaires internationaux.

L'équipe de la FAO ECTAD-NA à Tunis a été présentée aux participants. La plupart des membres de cette équipe étaient présents à cet atelier pour animer et faciliter les débats au sein des groupes thématiques. Cette équipe est constituée par Abdessalam Fikri, le Coordinateur régional, Bruno Minjauw, le responsable des Programmes et des Opérations, Yosra Taous, l'Assistante Programme, Luis Limpo, le Consultant web design, ainsi que les Experts techniques : Lilian Puech pour le Laboratoire, Baldomero MolinaFlores pour l'Épidémiologie, Daniel Grégoire pour la Communication, Nicoline DeHaan et Jacques Conforti pour les aspects Socio-économiques.

ECTAD et les Centres Régionaux de Santé Animale (CRSAs)

Cet exposé a été présenté par Ahmed El Idrissi (AGAH , Rome)

Interaction entre les CRSAs et ECTAD.

ECTAD est né en décembre 2004, d'un accord d'initiative conjointe entre la FAO et l'OIE lancé pour aider les pays à développer leurs capacités de réponses au TADs et de contrôler progressivement à la source les TADs spécifiques et les zoonoses prioritaires. ECTAD se concentre sur les 6 domaines clés qui sont :

- L'évaluation de l'impact de la maladie
- Les déclencheurs de la maladie
- Les interactions avec la faune sauvage
- La santé publique vétérinaire
- Le partenariat
- La communication

La lutte contre les TADs est considérée comme un bien public (une préoccupation) international et leur éradication fait partie des buts à atteindre au cours du millénaire. La tendance est d'accorder plus de responsabilités aux alliances entre pays et aux alliances régionales dans la lutte contre ces maladies avec la participation d'organisation régionales spécialisées et l'établissement d'unités d'assistance régionales, la participation de toute organisation régionale spécialisée étant la bienvenue.

Dans ce domaine, ECTAD combine l'expertise technique et les capacités opérationnelles pour pouvoir répondre efficacement aux menaces représentées par les maladies animales et pour assister les pays membres dans leurs efforts pour prévenir et contrôler la menace représentée par les maladies infectieuses épizootiques.

Les unités sous- régionales FAO-ECTAD

Ces unités ont pour rôle d'appliquer le mandat d'ECTAD au niveau régional et à celui des pays et d'assister les bureaux sous-régionaux décentralisés de la FAO. Ces unités sont constituées d'équipes multidisciplinaires gérant principalement les questions relatives aux 4 thèmes débattus dans cet atelier ainsi que les questions relatives à la santé animale d'une manière plus générale, à la production animale, à la faune sauvage, à l'information zoo-sanitaire)

La coordination est assurée par le mécanisme GF-TAD qui est une plateforme de conseil, assistée par le système global d'alerte précoce/Global Early Warning System (GLEWS) par le centre de gestion des crises en santé animale (CMC/AH) et par le réseau mondial d'expertise sur les gripes animales (Offlu) ainsi que par les outils/mécanismes d'assistance régionale représentés par les CRSAs. Leur mise en œuvre a permis de créer des unités sous régionale d'ECTAD composées d'équipes multidisciplinaires qui ont pour rôle d'assister des bureaux régionaux de la FAO et dont l'objectif est de développer les capacités des pays de la région pour mettre en place des programmes de santé animale.

Les Centres régionaux de santé animale (CRSAs)

Il s'agit d'une initiative conjointe FAO/OIE pour optimiser les interventions en matière de prévention et de contrôle des maladies animales, pour aider à la mise en place des programmes de santé animale à l'échelle nationale et régionale, et pour développer des mécanismes de collaboration régionale, par l'établissement de centre régionaux. C'est ainsi

que 4 centres ont été mis en place en Afrique (Bamako, Gaborone, Nairobi et Tunis) et un centre au Moyen-Orient (Beyrouth).

En Afrique, l'initiative a été élargie à l'UA-IBAR.

La composition de ces centres est appelée à évoluer dans le temps vers une plus grande implication des pays, jusqu'à appartenir à 100% aux pays, les organisations internationales (FAO, OIE et UA-IBAR) n'intervenant plus que comme appui externe.

Les CRSAs sont considérés comme des mécanismes de collaboration et non comme des entités institutionnelles ; ils agissent comme des points de coordination pour la mise en œuvre des plans d'action des GF-TADs qui se retrouveraient à l'échelle de chaque pays. Ils agissent également comme bras technique des Organismes Régionaux et Sous-régionaux Spécialisés (RSOs) et des Organisations Économiques Régionales (RECs).

Dans le cadre de la collaboration des CRSAs avec la FAO et l'OIE cinq aires stratégiques d'activités ont été identifiées qui sont : La bonne gouvernance et le développement des capacités des services vétérinaires, la fourniture d'informations sur les maladies animales, les contacts les échanges et l'activité en réseau, la prévention et la lutte/éradication des maladies animales, le développement de programmes de lutte et de prévention de maladies animales dans le cadre du programme de santé unique (ONE HEALTH).

La FAO est impliquée dans plusieurs actions de développement liées à ces aires d'activités stratégiques et nous citerons à titre d'exemple la déclaration officielle de l'éradication de la Peste Bovine dans le monde qui sera faite en juin prochain. Mais il ne suffira pas de se contenter de déclarer une maladie éradiquée ou un pays indemne de maladie ; il faudra prouver par une surveillance épidémiologique active que telle maladie a été éradiquée et que tel pays est toujours indemne de telle maladie. Il y a donc un gros travail qui suivra cette déclaration, tant aux niveaux national que régional et mondial. D'autres maladies épizootiques sont prioritaires pour la FAO et notamment la Fièvre Aphteuse et la déclaration de pays indemnes de la maladie sans vaccination ; c'est aussi le cas de la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB). L'activité s'étend à l'interaction avec la faune sauvage dans la propagation des maladies animales et à l'hygiène publique vétérinaire.

Situation des CRSAs

La situation actuelle des CRSAs n'est pas celle espérée car ils ne motivent pas suffisamment les pays. De plus, les trois organisations internationales, n'ont pas de programme ni de plans d'action communs. En outre, la pérennité des CRSAs est incertaine car ils sont financés sur des ressources extra-budgétaires et non par un budget régulier et l'organisation de leur structure est complexe. Les CRSAs sont toutefois un cadre idéal de collaboration régionale car ils constituent de véritables structures de coordination. Ils ne doivent pas être considérés comme des entités structurelles ou institutionnelles mais comme des mécanismes de collaboration destinés à fournir aux pays et à la région un service de proximité.

Résultats du projet précédent GCP/RAB/001/SPA

Mr. Baldomero Molina Flores de l'unité régionale FAO, ECTAD-NA, basée à Tunis, a exposé les résultats du projet précédent, GCP/RAB/001/SPA " Renforcement des systèmes de surveillance et de lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène dans le Maghreb et l'Égypte ", financé également par l'AECID, qui visait en priorité à assurer la prévention de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) et à améliorer la capacité des pays concernés par le projet à

lutter contre elle, en assurant la continuité des efforts des pays de la région visant à maintenir une surveillance active et coordonnée de l'IAHP dans tous les pays d'Afrique du Nord et notamment par la concrétisation d'un **Réseau Méditerranéen de Santé Animale (REMESA)**

Le Projet GCP/RAB/001/SPA a démarré en 2007 et a eu pour résultats :

- Le renforcement des capacités régionales de lutte contre l'agression
- L'amélioration de la coopération inter-Etats et l'échange d'informations
- L'organisation d'ateliers dont celui organisé à Tunis qui a groupé 7 pays de la région ou l'atelier sur la fièvre de la vallée du Rift à Alger.
- L'aide à la mise en place du Centre Régional de Santé Animale (CRSA) à Tunis
- Une meilleure coordination entre l'UE et l'UMA et avec l'UA, sur le commerce du bétail et sur la santé animale.
- Le développement d'un réseau régional de communication
- L'identification, avec l'aide de l'ECTAD-NA, des maladies animales et des zoonoses les plus importantes dans la région

Les résultats enregistrés ont révélé le besoin d'étendre les activités du projet à d'autres maladies que l'IAHP. Ils ont aussi révélé le besoin d'une meilleure et plus grande coordination entre les pays de la région.

Historique et genèse du REMESA

L'historique et la genèse du REMESA ont été exposés par Mr. Baldomero MolinaFlores, de l'unité régionale ECTAD-NA.

Ce réseau appartient aux pays de la région. Les pays de l'Afrique du Nord partagent certains problèmes de santé animale dans la région méditerranéenne, avec les pays de l'Europe du Sud. Les relations entre les pays des deux rives de la Méditerranée sont anciennes profondes et importantes et l'UE intervient déjà pour assister les Services Vétérinaires ou les laboratoires de ces pays, notamment pour la formation de personnel, dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux européens.

L'importance des échanges de biens et de personnes justifie la mise en place d'un réseau régional de santé animale et les organisations internationales telles que la FAO et l'OIE sont pleinement disposées à participer à ce projet et à assister et favoriser la coopération, la coordination et la concertation entre les pays de la région.

Qu'est-ce que le REMESA

Le REMESA est un réseau de santé animale créé et géré par les Chefs des Services Vétérinaires (CVOs) de pays méditerranéens. Ce n'est donc pas un projet de la FAO ou d'une autre organisation mais un réseau ; les pays membres sont seuls responsables des orientations et de la dynamique du réseau. L'unité de coordination ECTAD-NA n'est là que pour jouer le rôle d'animateur et de facilitateur.

La nécessité de la mise en place du REMESA ?

La mise en place d'un réseau méditerranéen de santé animale se justifie par le contexte régional et notamment par :

- L'importance des échanges commerciaux et des mouvements migratoires de populations entre les pays de la région.
- La similitude des caractéristiques naturelles, climatologiques et géographiques.

- L'unité que constituent les pays de la région sur le plan géo-sanitaire et épidémiologique et la prévalence dans ces pays de maladies animales spécifiques.
- La coordination/coopération déjà existante entre les services vétérinaires des pays de l'Afrique du Nord. Les pays du Maghreb ont, en effet, déjà établi une commission de la santé animale dans l'Union du Maghreb Arabe (UMA), composée des chefs des services vétérinaires nationaux ou de leurs représentants.
- Les liens importants qui unissent les pays des deux rives de la Méditerranée dans le domaine de la santé animale, tels que les projets bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique, les conventions et accords bilatéraux, les jumelages entre services et autres. Ces initiatives, ainsi que de nombreuses autres, ont été entreprises par les pays de la région pour favoriser la coopération régionale et promouvoir des programmes régionaux de santé animale.
- Les initiatives politiques en vue de promouvoir la coopération entre pays de la région et leur intégration dans un ensemble économique régional viennent à l'appui de ces justificatifs en fournissant au Réseau la volonté politique partagée, nécessaire à sa mise en place. Parmi ces initiatives il convient de citer :
 - La création de l'union du Maghreb Arabe (UMA)
 - Le processus de Barcelone (1995)
 - L'Union pour le Méditerranée (2008)

La construction du REMESA

Le Réseau a été conçu lors de quatre réunions qui se sont tenues dans le cadre du projet GCP/RAB/001/SPA et qui ont regroupé les chefs des services vétérinaires de pays de la région en présence des représentants du pays hôte et des organisations internationales concernées (FAO, OIE, UE) constitués par la suite en Comité Permanent conjoint (CPC). Ces réunions ont été organisées dans les lieux et aux périodes suivants:

- La première réunion de coordination en matière de santé animale s'est tenue en Espagne à Avila en avril 2008. Les participants ont conclu à la nécessité de la mise en place d'un réseau régional de santé animale.
- La 2ème réunion de coordination s'est tenue à Alger en février 2009, réunion au cours de laquelle tous les participants ont recommandé de soutenir le REMESA.
- La 3ème réunion s'est tenue lors de l'Assemblée Générale de l'OIE à Paris en mai 2009. Les participants ont approuvé un plan d'action du REMESA
- La 4ème réunion s'est tenue lors de la 78ème session générale de l'OIE en mai 2010 à Paris. Au cours de cette réunion a été abordée la question concernant les activités prioritaires relatives au RELABSA le Réseau des Laboratoires de Santé Animale et au REPIVET, le Réseau d'Epidémiologie des maladies animales.
- La première réunion du CPC s'est tenue à Tunis en Juillet 2009. Au cours de cette réunion des décisions prises antérieurement ont été approuvées et l'Espagne et l'Algérie ont été désignées pour présider le CPC.
- La deuxième réunion du CPC s'est tenue à Saragosse, en Espagne, en août 2010. Au cours de cette réunion, le 2ème plan d'action a été discuté et approuvé et l'ordre de priorité des actions, dont les 4 thèmes retenus pour cet atelier, a été établi.

Structure et mandat du REMESA

L'instance décisionnelle du Réseau est le Comité Permanent Conjoint (CPC) qui est composé des chefs des services vétérinaires des pays membres ou CVOs de la FAO et de l'OIE. L'UE et l'UMA sont présentes à titre d'observateurs de l'UE et de l'UMA. Le secrétariat du Réseau est pour l'instant l'unité de coordination régionale constituée par le CRSA-AN dont font partie la FAO et l'OIE.

Sous le parapluie du REMESA il y a des réseaux sectoriels spécifiques qui l'alimentent :

- Le RELABSA ou réseau des laboratoires de santé animale
- Le REPIVET ou réseau d'épidémiologie vétérinaire
- Le RECOMSA ou réseau de communication en santé animale.
- Le RESEPSA ou réseau socio-économique en santé animale.

La contribution de la FAO au REMESA

La FAO a contribué à la conception et à la mise en place du REMESA par l'Étude initiale de faisabilité du Réseau, l'élaboration des premiers projets du plan d'action soumis pour approbation au CPC, en assurant le secrétariat du Réseau, en co-organisant avec l'OIE les réunions du CPC ainsi que celles des sous réseaux et en assurant le financement de ces réunions avec le concours des pays hôtes. Sa contribution s'est également étendue aux activités des sous-réseaux.

La contribution de la FAO aux activités des sous réseaux a consisté en :

- Des consultations pour analyser les besoins en matériels de laboratoire afin de contribuer au renforcement de leurs capacités, en Tunisie et au Maroc du 10 au 18 juin 2009, en Mauritanie du 10 au 12 août 2009 et en Algérie du 28 au 30 Septembre 2009.
- La formation sur l'Assurance Qualité et en Biosécurité au Laboratoire, au (CERVA) de Bruxelles, en Belgique du 10 au 21 août 2009.
- La réunion d'évaluation et de planification en communication en santé animale pour le Maroc, 18 septembre 2009, pour la Tunisie le 6 Novembre 2009, pour la Mauritanie, 15 octobre 2009 et pour l'Algérie, 5 octobre 2009.
- La session de formation sur la Plateforme PCR et le diagnostic de laboratoire de l'Influenza Aviaire et de la Maladie Newcastle au CERVA à Bruxelles – Belgique du 12 au 30/10/2009.
- L'atelier régional de formation au Système d'Information géographique (SIG) pour la santé animale, Rabat, 7-10 décembre 2009.
- L'atelier régional de formation et de planification en communication, Tunis, 11-13 novembre 2009.
- L'exercice national théorique de simulation de l'IAHP en Mauritanie Nouakchott, 7-8 Mars 2010.
- La formation régionale pour l'utilisation du système SIG en santé animale, à Porto, Portugal 19-22 Juillet 2010.

Objectifs, rôles et Modus Operandi du REMESA

Exposé par le Dr. Miguel Angel Martin Esteban de la Subdirección General de Sanidad de la Producción Primaria, représentant le chef des services vétérinaires d'Espagne. Ministère des Affaires de l'environnement et du milieu rural et Marin d'Espagne/Ministry of Environment and Rural and Marine Affairs - Spain.

Le contexte régional méditerranéen est caractérisé par l'intensité des échanges commerciaux et des populations, par les similitudes géo-sanitaire et épidémiologique ainsi que par la volonté politique des gouvernements des pays de la région de s'investir dans un processus d'intégration régionale. En effet, plusieurs initiatives politiques ont déjà été prises qui constituent une bonne base d'appui de ce projet de coopération régionale.

La coopération des pays de la rive sud de la Méditerranée avec les pays du sud de l'Europe, en matière de santé animale par le biais de programmes et de projets de coopération et

d'assistance technique, de conventions bilatérales, de jumelages de leurs services vétérinaires, est déjà bien établie

Des maladies spécifiques à la région sont présentes dans les 6 pays d'Afrique du Nord et les 4 pays du sud de l'Europe qui font partie de ce Réseau.

Le Réseau est géré par le Comité Permanent Conjoint (CPC) qui se réunit au moins deux fois l'an. Chaque année la présidence du CPC est assurée conjointement par deux pays, l'un du Nord de la Méditerranée, l'autre de la rive Sud. Les fonctions du CPC consistent à établir les activités spécifiques du Réseau, à définir les priorités des activités et des maladies. Il discute, approuve et valide la constitution de groupes techniques ainsi que les programmes d'activités communs que ces groupes sont appelés à développer.

L'objectif final est l'amélioration de la santé animale, de la santé publique, de l'économie agricole des pays de la région et la construction des capacités de diagnostic, de surveillance, d'information, de communication, d'étude et d'évaluation des impacts socio-économiques. Ces objectifs seront atteints par la mise en place de programmes d'activités communs dans le cadre du Réseau.

Conclusion

Le REMESA est une initiative des pays qui a été soutenue par la FAO et par l'OIE. Ce Réseau fait partie du contexte opérationnel de la région ; c'est une plateforme institutionnelle où 10 pays dont 4 européens sont représentés où l'UMA et l'UE sont des observateurs permanents. Le réseau doit constituer dans le futur une modalité permanente de fonctionnement.

Ce projet constitue une nouvelle approche de coopération entre les pays de la région. Cette initiative est en pleine cohérence avec le processus d'intégration économique de la région. De plus, la pertinence de l'initiative CRSA-AN/REMESA se justifie par :

- Une nouvelle approche pour un partenariat équilibré des services vétérinaires des deux rives de la Méditerranée.
- Une plus grande concordance des législations en cours et des processus politiques pour le développement de l'intégration des pays méditerranéens.
- La durabilité en s'intégrant dans des institutions plus importantes et en assurant la coordination entre elles.
- L'amélioration des mécanismes de transmission des échanges d'information.

Résultats espérés

Les résultats attendus des activités du projet dans les pays de la région, sont les suivants : .

- Amélioration de la coopération et de la coordination entre les pays de la région et de l'harmonisation de la législation de la santé animale
- Amélioration des capacités de diagnostic des laboratoires concernant les TADs et les zoonoses
- Amélioration des systèmes de surveillance et de contrôle des maladies animales
- Amélioration des compétences et des connaissances pour l'évaluation de l'impact socio-économique de la santé animale sur les productions et le revenu des populations rurales.

- Développement d'une approche régionale intégrée de la communication en matière de santé animale.

Le plan d'action du REMESA pour la période s'étendant de juillet 2010 à juin 2011

Ce plan a pour objectif d'augmenter la productivité des animaux et d'améliorer la salubrité des produits animaux et des animaux faisant l'objet de transactions commerciales, en améliorant la santé des animaux.

Les résultats attendus sont le renforcement des capacités, nationales et régionales, de détection précoce des maladies animales, de prévention et de contrôle de ces maladies, et cela en renforçant les systèmes de santé animale et en coordonnant les programmes de surveillance et de contrôle des maladies.

Session II : Objectifs du Projet et stratégies régionales

GCP/RAB/010/SPA : Objectifs pour 3 ans et premiers résultats

Le projet GCP/RAB/010/SPA de renforcement des systèmes de prévention et de contrôle des maladies animales transfrontalières au Maghreb et en Égypte a été élaboré et mis en œuvre notamment dans le but de créer un réseau méditerranéen de santé animale, le REMESA. Ce projet, financé par l'Espagne est venu en appui pour aider et renforcer les Services Vétérinaires pour la mise en œuvre du Réseau dont l'une des activités principales est la collecte de l'information et la gestion du flux d'informations

Le projet a une durée de trois années, commençant en juin 2010 et se terminant en mai 2013. Il est financé à hauteur de US\$ 2,500,000 par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et de Développement (AECID)

L'objectif général du projet est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la santé publique des populations des pays membres et ce, en améliorant la santé animale dans la région Méditerranéenne. L'objectif spécifique est le développement des capacités nationales et régionales pour la prévention et le contrôle effectif des maladies animales transfrontalières (TADS) prioritaires et des zoonoses par le renforcement des services de santé animale des pays de la région et par une meilleure coordination des programmes de surveillance et de contrôle des maladies animales dans le cadre d'un réseau méditerranéen de santé animale (REMESA)

le projet ont doit permettre l'amélioration des capacités de lutte et de prévention contre les TADS et les zoonoses dans la région. Cinq résultats doivent être obtenus : La coordination et l'harmonisation des activités de santé animale des pays membres ; les 4 autres résultats sont des activités thématiques : Diagnostic, épidémiologie, communication et socio-économie.

La FAO, dans le cadre du projet, a élaboré le plan d'action comprenant la création de 4 sous réseaux pour lesquels chaque CVO a nommé un point focal (PF). Ces sous-réseaux ont chacun pour rôle de décliner le cadre logique, identifiant pour chaque thématique, les priorités pour la région. L'exécution des activités doit s'inscrire dans le cadre logique et technique déterminé contractuellement par le projet.

La FAO joue un rôle actif dans la coordination et dans l'animation de chaque sous-groupe d'activité thématique (une personne responsable de chaque thématique au sein de l'unité ECTAD-AN animera chaque sous groupe). Elle assure la bonne exécution du projet dont elle est responsable. A l'issue du projet, ces activités devront être assurées par une instance régionale dans le cadre du REMESA

La FAO a recruté des consultants pour la réalisation du projet. Le Ministère français de l'agriculture contribue par la mise à disposition auprès de la FAO d'un expert Elle est également engagée dans la recherche de financement complémentaire et appuie les pays de la région dans leurs sollicitations auprès des bailleurs de fonds (Fund raising)

La FAO travaille également à la mise en place d'une plateforme en ligne, interactive et autonome sur laquelle chaque pays pourra insérer les informations zoo sanitaires et épidémiologiques qu'il souhaite, assurant ainsi une meilleure communication et une connaissance mutuelle.

Certaines des activités de la FAO entrant dans le cadre logique de l'atelier ont précédé le projet, dont le renforcement des capacités des structures (en communication notamment) qui pourront par la suite être reprises par le sous-réseau RECOMSA

Collaboration OIE/FAO/WHO

One World, One Health/Un Monde, Une santé, une initiative dans laquelle les trois organisations internationales (FAO, OIE, OMS) s'inscrivent. Le but est de conjuguer les efforts tous les acteurs par la mise en place interdisciplinaire d'une approche globale pour prévenir les maladies épidémiques/épizootiques et pour maintenir l'intégrité des écosystèmes pour le bénéfice des Hommes, des animaux domestiques et de la biodiversité qui leur est indispensable.

Le programme conjoint OH

Une des principales aires de collaboration est de mettre au point conjointement un cadre de travail et un programme de santé en coopération, focalisé sur les maladies infectieuses émergentes et ré émergentes, sur les maladies épidémiques et pandémiques à gros impact socio-économique ainsi que sur l'interface animal-homme-écosystème qui aborderait l'interaction de la faune sauvage sur la santé animale ainsi que sur la santé publique et sur l'hygiène publique vétérinaire.

Le programme conjoint pour « une sante/One Health » (OH) a pour but de faire chuter la menace et minimiser l'impact global des épidémies et des pandémies provoquées par les maladies hautement infectieuses des humains et des animaux. Hors de ce cadre technique, la vision est encore plus large ; elle englobe aussi bien la santé publique que la sécurité alimentaire et la salubrité des aliments d'origine animale, que les moyens d'existence des populations vulnérables.

La stratégie de la FAO

La stratégie de la FAO dans ce domaine, repose sur une approche systématique multidisciplinaire et sectorielle croisée et sur la focalisation des interventions au niveau de l'interface homme-animal-environnement. Cette stratégie consiste à se concentrer sur les maladies ayant un impact sur la santé publique. Cette stratégie recommande une approche en amont de la prévention et du contrôle des maladies animales au niveau des déclencheurs

(drivers) de leur émergence et de leur persistance ; une approche qui tienne compte de l'écosystème et qui se base sur la chaîne des valeurs/analyse du secteur et sur l'intégration des questions liées aux groupes de populations vulnérables.

Discussion plénière

Les séquences de questions-réponses

1- *Quelles sont les relations des institutions de la FAO avec les institutions gouvernementales ?*

Tous les pays membres sont représentés dans les réunions dans lesquelles les programmes de la FAO et de l'OIE sont élaborés. Les services régionaux de la FAO sont là pour aider les états. Les unités ECTAD sont constituées d'experts destinés à travailler avec les responsables locaux

2- *En cas de foyer de maladie que fait ECTAD pour le pays affectés ?*

Les États doivent faire la demande à la FAO qui met à la disposition du pays l'expertise nécessaire, développe un programme et détermine les moyens à fournir (c'est un service de proximité).

3- *Comment ECTAD intervient-il ?*

La FAO dispose de mécanismes et de moyens opérationnels dont les unités ECTAD. Le gouvernement doit adresser officiellement à la FAO une demande circonstanciée et la FAO mobilise ses unités opérationnelles comme ECTAD, pour répondre à cette demande.

4- *Quelles sont les priorités du RELABSA en Égypte ?*

Un expert en laboratoire est actuellement présent en Égypte et doit en principe lancer l'activité du RELABSA. Le présent projet contribue seulement à la mise en place de ce réseau de laboratoires ; son objectif est de lancer les activités des réseaux en coordination avec ECTAD en Égypte.

5- *Comment les activités du projet sont-elles liées aux autres activités nationales dans le domaine de la santé animale ?*

L'activité du projet vise à améliorer les possibilités de surveillance et de diagnostic. La FAO dispose de nombreux outils techniques qui peuvent être mobilisés dans ce cadre. La FAO permet également une coordination globale et appuie aussi les États membres dans la couverture de leurs besoins.

6- *A-t-on prévu d'inclure les éleveurs et autres intervenants dans le réseau ?*

Les éleveurs ne font pas encore partie du réseau ; cette question doit être examinée au niveau du CPC.

7- *Dans certains pays l'information n'est pas transparente ; comment résoudre ce problème ?*

Des réunions dans le cadre du réseau sont destinées à discuter de l'amélioration de la qualité de l'échange d'information.

8- *Quels sont les mécanismes du REMESA ? Le réseau va-t-il se limiter à la coordination ou est-il appelé à intervenir directement dans certains pays ?*

Le REMESA appartient aux pays qui en sont membres et qui doivent décider comment il fonctionne. Ce n'est pas un projet FAO. Actuellement, la FAO apporte le support logistique nécessaire.

9- *Lors de l'atelier, les thèmes vont-ils être traités séparément ou conjointement ?*

Les thèmes seront traités séparément puis les résultats des travaux de chaque groupe seront présentés et discutés avec chacun des autres groupes lors du carrousel.

10- *Ne serait-il pas opportun d'organiser à l'échelle de chaque pays un atelier national pour expliquer le fonctionnement de ce réseau ?*

Le projet a été élaboré en étroite consultation avec les pays qui l'ont signé. Il n'a pas été prévu l'organisation d'ateliers nationaux dans le cadre de ce projet car cela demande beaucoup de temps et de moyens. Cela n'exclut pas que chaque pays puisse organiser ce type d'atelier

Présentation des 4 groupes de travail

Cette présentation est faite par Mr. Bruno Minjauw qui explique comment les groupes de travail doivent être constitués, comment doivent se dérouler les travaux de ces groupes, comment doivent être rapportés les travaux des groupes (désignation d'un rapporteur par groupe) et comment devrait se faire l'interprétation dans les trois langues (Français, anglais, arabe) en l'absence d'interprètes professionnels, vu la dispersion des groupes dans 4 salles. Chaque pays sera représenté dans chaque groupe, chaque groupe étant constitué de 6 personnes (un PF par pays) et de l'animateur qui est un membre de l'unité FAO - ECTAD de Tunis (voir la composition des groupes thématiques en annexe 4).

Étude du cadre logique.

Exercice de la définition du cadre logique correspondant à chaque groupe thématique.

Le cadre logique du Projet a été résumé dans quatre tableaux, un pour chaque thème retenu (Épidémiologie, laboratoire, communication, socio-économie)

Pour mémoire, le projet s'inscrit dans la démarche d'amélioration de la santé animale, facteur ayant un impact majeur sur la sécurité alimentaire et la santé publique dans la région méditerranéenne. L'objectif spécifique du projet est de renforcer les services de santé animale dans les pays de la région et de développer les programmes de surveillance et de lutte afin d'améliorer les capacités nationales et régionales de prévention et de lutte efficaces contre les TADs et les zoonoses.

1- Thème des laboratoires vétérinaires (annexe 5)

Le résultat espéré est l'amélioration des capacités nationales et régionales pour le diagnostic des maladies animales transfrontalières et les zoonoses prioritaires

Les activités consistent à :

- Améliorer la capacité technique des laboratoires de santé animale
- Appuyer le renforcement de l'assurance qualité et de la biosécurité (prévention des risques biotechnologiques / biologiques) et l'accréditation pour les nouvelles techniques de diagnostic
- Fournir des kits de diagnostic aux laboratoires pour les TADs prioritaires
- Appuyer le renforcement du réseau national et régional des laboratoires pour la santé animale (RELABSA) dans le cadre du REMESA
- Favoriser les accords de collaboration entre les laboratoires et les centres de recherche dans la région (au moyen des programmes de jumelage et autres).

2- Thème de l'épidémiologie (annexe 6)

Les résultats directs attendus sont l'amélioration des capacités nationales et régionales pour le contrôle et la surveillance épidémiologique des maladies animales transfrontalières et les zoonoses.

Les activités consistent à :

- Améliorer les mécanismes d'analyse, de transmission et d'échange des informations
- Renforcer la capacité institutionnelle d'élaborer une analyse épidémiologique et socio-économique par une formation ciblée
- Mettre à niveau des plans d'urgence nationaux et régionaux pour le contrôle et la prévention des TADs et des zoonoses prioritaires, selon les directives FAO / OIE.
- Réaliser une étude de traçabilité nationale et régionale de l'élevage et de ses produits dans la région
- Appuyer le renforcement du réseau épidémiologique régional REPIVET dans le cadre du REMESA
- Effectuer des exercices de simulation régionaux entre deux ou plusieurs pays/institutions pour chaque TAD et zoonoses prioritaire
- Initier des études d'analyses de risques régionales et d'analyse pour les principales maladies
- Développer une proposition de projet pour déterminer l'importance de la faune sauvage dans l'épidémiologie des principales TADs de la région
- Mettre à niveau et assurer la coordination régionale des systèmes d'alerte précoce (EWS) pour les principales TADs et les zoonoses.

3- Thème communication (annexe 7)

Les résultats attendus sont le développement d'une approche régionale intégrée pour la communication en santé animale pour les maladies animales transfrontalières et les zoonoses.

Les activités consistent à :

- Fournir un appui au renforcement du réseau régional de communication RECOMSA,
- Améliorer la coordination des stratégies et des plans régionaux de communication, y compris des programmes ciblés pour les populations migrantes et le tourisme,
- Échanger les méthodologies de communication, de matériel et d'informations au niveau régional.

Innover en matière d'échanges et de transfert de capacités en utilisant notamment des TIC appropriées.

4- Thème socio-économique (annexe 8)

Les résultats attendus sont l'amélioration des connaissances sur la socio-économie régionale de la santé animale et les conséquences des approches fondées sur le risque pour un meilleur contrôle des maladies. Les activités consistent à :

- Créer une base de données régionale sur le commerce des animaux afin de fournir des informations pour la mise en œuvre du contrôle des maladies, basé sur le risque.
- Compiler l'ensemble des données pertinentes pour la cartographie et l'analyse de risque des maladies grâce à des examens du secteur de l'élevage.
- Évaluer l'impact des maladies sur la vie des populations et l'économie nationale et régionale et développer des outils pour des mécanismes de compensation.
- Soutenir la création d'un réseau d'associations de producteurs régional, RESEPSA dans le cadre du REMESA

Dans les 4 tableaux les activités doivent être traduites en actions.

Dans chacun des tableaux, les activités et les actions qui font partie du projet qui a été signé par les pays partenaires, sont contractuelles. Les membres des groupes dans le cadre de ce canevas, peuvent détailler et préciser les activités en actions (colonne action/indicateurs) Dans la colonne Gap/exclusion les membres du groupe peuvent identifier des activités et des actions complémentaires (qui pourront servir ultérieurement de fondement à la formulation de nouveaux projets, proposés au financement des donateurs et bailleurs de fonds) et celles, prévues par le projet, dont la mise en œuvre n'apparaît plus nécessaire (réalisées par ailleurs).

de ce Dans la colonne priorités, les actions sont inscrites de manière argumentée par ordre de priorité.

Les colonnes partenaires et appui financier contiennent les suggestions des membres des groupes.

Ces suggestions, non exhaustives, seront examinées et complétées ultérieurement lors des réunions du CPC.

Identification et évaluation de la contribution du projet à la stratégie thématique régionale

Laboratoires vétérinaires

Le projet permettra de faire l'état des lieux et d'évaluer les besoins des laboratoires des pays concernés soit par questionnaire, soit par des missions d'évaluation. Un rapport synthétique d'évaluation fera le point de la situation et identifiera les besoins en formation, transfert de technologie et équipement qui permettra de :

- Élaborer un plan de formation ayant pour objectif d'assurer les formations identifiées pour tous les pays concernés.
- Effectuer les transferts nécessaires de technologie dans les domaines identifiés
- Dresser la liste des équipements et matériaux de référence et des kits de diagnostic nécessaires, après justification, en vue de leur acquisition sur le budget normal ou sur financement externe par des donateurs ou des bailleurs de fonds.
- Faire accéder au moins un laboratoire par pays aux normes d'assurance qualité et de biosécurité

Par ailleurs, le groupe propose de maintenir une dynamique de réseau :

- Par la réunion régulière du groupe Assurance qualité et biosécurité
- En tenant des réunions annuelles afin d'échanger les expériences sur les organisations nationales, les harmonisations de méthodes, de pratiques, les systèmes d'information inter-laboratoires.

Concernant la plateforme d'échanges, les informations à y déposer concerneront les pathologies et des retours d'expérience ou des points de vue sur les équipements, les méthodes d'analyse, les personnes ressources. Chaque point focal fera largement connaître dans son pays (auprès de tous les laboratoires concernés) l'existence et l'utilité de la plateforme.

- Diffuser l'information sur le site, au personnel des différents laboratoires de chaque pays
- Établir la liste des centres de recherche sur les maladies animales dans la région.

Épidémiologie

Pour le thème de l'épidémiologie, le Projet permettra de faire l'état des lieux des systèmes de suivi et de surveillance des maladies et d'évaluer les besoins des pays concernés soit par questionnaire, soit par des missions d'évaluation qui permettront d'identifier les points faibles, les réseaux d'épidémiosurveillance, les logiciels utilisés et les systèmes de collecte des données qui permettra de :

- Organiser des ateliers en vue de l'harmonisation des méthodes et des systèmes de collecte des données épidémiologiques et de la faisabilité de systèmes nationaux
- Organiser des sessions de formation (une par pays) au GIS, à l'analyse statistique, à l'analyse coût/bénéfice pour les maladies prioritaires
- Organiser des formations spécifiques en épidémiologie et en épidémiosurveillance des maladies
- Organiser des réunions de planification, de concertation en vue de l'élaboration de programmes
- Développer un site web et d'identifier la personne responsable de sa mise à jour (Webmaster)
- Organiser des sessions de formation sur les études de risque
- Définir les termes de référence des experts appelés en consultation
- Identifier les maladies pour lesquelles on sera appelé à entreprendre des études
- Développer des notes de concept pour établir les études
- Organiser des ateliers EWS dans la région
- Établir des procédures d'alerte précoce
- Alimenter la Plate forme REMESA

Communication

Pour le thème de la communication, le projet permettra de faire l'état des lieux des systèmes et dispositifs de communication sur les maladies animales et les zoonoses et d'évaluer les besoins des pays dans ce domaine, à savoir :

- Identifier les points forts et les points faibles des pays en communication
- Préparer et faire approuver les termes de référence du Point Focal communication
- Nommer/ confirmer (par le CVO) un Point Focal dans chaque service vétérinaire
- Organiser un atelier régional de préparation des plans de communication/pays/région (guidelines), un atelier d'harmonisation de ces plans et de leur mise en perspective régionale, des ateliers thématiques sur la communication (gestion de la communication de crise, communication avec la société civile, les producteurs/commerçants) en collaboration avec les Points Focaux Épidémiologie et Socio-Économie.
- Organiser des réunions d'échanges (sur réseau web) entre les Points Focaux communication des pays
- Organiser au plan national des réunions de concertation entre les communicateurs santé animale, santé humaine, environnement pour échanges de matériel et de méthodes.
- Identifier les sites, les institutions et centres de documentation et de formation dans la région et les mettre en ligne pour faciliter les contacts et la visibilité
- Formuler les TdR pour des études KAP spécifiques, nationales ou régionales pour une meilleure préparation et un suivi des plans de communication
- Mettre en ligne une Boîte à Outils de communication (par une contribution de tous les pays et de l'ECTAD)
- Organiser un exercice de simulation de gestion de la communication de crise lors d'un foyer de maladie

- Organiser un atelier régional de formation des Points Focaux pour l'apprentissage de base ou une consolidation en communication

Socio-économie

Pour le thème de la socio-économie, le projet permettra d'évaluer les besoins des pays concernés par questionnaire et par des missions d'évaluation qui permettront de :

- Créer une base de données sur le commerce des animaux et des productions animales
- Organiser un atelier régional de restitution de cette base de données
- Examiner le secteur de petits ruminants, le plus important en terme économique dans les pays de la rive sud
- Établir la méthodologie de collectes de l'information commerciale, économique et sociale
- Organiser des missions d'évaluation dans les pays de la rive sud
- Mener des études socio-économiques sur les moyens de subsistance des populations de ces pays
- Organiser un atelier régional sur les mécanismes de financement de la compensation des éleveurs en cas d'abattage sanitaire
- Identifier les organisations professionnelles nationales et régionales du secteur de l'élevage
- Organiser un atelier régional avec les représentants des associations et des points focaux

Discussion plénière

La discussion a porté sur les points suivants et a suscité de nombreux commentaires et questions :

- Les activités déjà réalisées en coopération entre les différents pays doivent être prises en compte dans la mise en place du réseau régional de santé animale.
- Les points focaux participant à cet atelier doivent coordonner leurs activités entre eux aussi bien dans le cadre du projet que dans celui du Réseau ou même sur des activités qui ne se situent pas dans ce cadre.
- La plateforme en ligne pour l'information dans le cadre du projet et le système officiel d'information/notification de l'OIE n'ont pas la même vocation.
- L'étude de faisabilité réalisée par la FAO a démontré la dépendance des réseaux régionaux vis à vis des réseaux nationaux. Ces derniers doivent donc être renforcés par la mise en place des sous-réseaux.
- La collecte d'une bonne information à la base, en aval pour avoir une bonne information en amont.
- Les informations que fournissent les points focaux et leur cohérence avec le cadre des activités du réseau.
- La continuité de l'animation des réseaux et l'assurance de la pérennisation de la constitution du groupe (les personnes représentant les pays dans chaque groupe ne doivent pas être différentes à chaque réunion).
- L'identification de la pertinence des informations collectées car trop d'information tue l'information
- La plateforme commune à l'OIE/FAO, GLEWS qui collecte les informations officielles et non officielles et qui sert à établir des prévisions d'évolution.
- La prise en compte de ce qui se fait déjà dans le pays, le réseau régional n'étant pas appelé à remplacer les structures et les mécanismes à l'échelle nationale.
- La manière d'atteindre une meilleure coordination/coopération pour permettre à tous les pays de la région d'atteindre un même niveau de compétence et de fiabilité.

Questions/Réponses

- 1- *Quels sont les actions du REMESA et comment coordonner entre les 4 thèmes ?*
C'est aux pays de suggérer comment la coordination doit se faire et la FAO est là pour la concrétiser. Le vrai modus operandi doit venir des pays, ce qui portera la preuve de l'appropriation du réseau par les pays
- 2- *Quelles ont été les demandes formulées dans les premières réunions ?*
Il faut faire la différence entre le présent projet et le REMESA. Il y eu financement du projet pour une année, ce qui ne suffit pas au financement de toutes les activités figurant dans le cadre logique. Le recherche du financement des activités prévues par le CPC est urgente et conditionne la poursuite des objectifs du projet.
- 3- *Les Services Vétérinaires des pays ressentent-ils le besoin d'un tel réseau et existe-t-il des réseaux locaux ?*
Pour le moment c'est le CVO qui a désigné le point focal épidémiologie qui doit réunir les informations des différentes unités épidémiologiques du pays. Il y a donc un besoin de liaison entre les réseaux internes a chaque pays.
- 4- *Les pays européens de la région ont-ils mis en place le REMESA et pourquoi ne sont-ils pas représentés à cet atelier ?*
Ces pays ont été invités pour la séance de restitution de l'atelier mais une réunion des CVOs européens est organisée ce même jour à Bruxelles. Il doit être toutefois signalé que cet atelier est consacré aux activités menées dans les 6 pays de la rive sud de la Méditerranée car il s'agit d'un atelier organisé par le projet financé par l'Espagne
- 5- *Est-ce que chacun réseau thématique va travailler de son côté ou vont-ils travailler ensemble ?*
La FAO va essayer de minimiser les coûts ; c'est le cas de cet atelier où les 4 sous-réseaux sont réunis. Certaines activités seront plus urgentes que d'autres et nécessiteront la concertation entre les sous-groupes. Il y a un côté approche multidisciplinaire qui a une dimension nationale et qui doit favoriser la coordination entre ces structures.
- 6- *Comment se connecter à ce réseau ?*
Après les réunions précédentes, certains pays ont transmis à la FAO des informations à placer sur la plateforme. Désormais, chaque pays pourra alimenter directement la plateforme en information. La FAO jouera un rôle de support technique et logistique mais l'alimentation en information sera du ressort des pays.
- 7- *Au cours des précédentes réunions comment ont été discutées ces différentes questions et notamment la séparation entre le partage des informations et la notification des maladies ?*
La plateforme en ligne ne remplace pas le système de notification à l'OIE. Les deux sont compatibles et complémentaires, en effet, hormis la notification officielle il y a de nombreuses autres informations qui ne sont pas toujours communiquées à l'OIE et qui peuvent être partagées entre les pays de la région.
- 8- *Sous quelle forme l'information doit-elle être diffusée ?*
Il ya énormément de capacités et d'expérience dans chaque pays à partager avec les autres pays pour profiter de ces expériences

9- *Est-ce que ce réseau va nous aider à trouver des solutions aux crises ?*

Oui. Exemple de la PPR au Maroc ; ce pays a résolu son problème mais en avons-nous profité

10- *qui va avoir accès à ces informations ? Doit-on en restreindre l'accès ?*

Pour le moment nous mettons à disposition le « squelette » de cette plateforme. Toutes les informations qui y figureront doivent être accessibles et c'est à chaque pays de sélectionner les informations qu'il juge bon de fournir à la plateforme.

11- *Est-ce que la FAO intervient en cas de crise et sous quelle forme ?*

S'il y a une épizootie, la FAO peut intervenir sur demande du gouvernement.

12- *Qui est appelé à gérer l'information au niveau national ?*

C'est au CVO qu'incombe la responsabilité de désigner le ou les responsables de la gestion de l'information à l'échelle nationale et du type d'information qui peut être partagée.

13- *La durée de 15 ans, avancée pour la mise en œuvre d'un réseau, n'est-elle pas trop pessimiste ? et à quoi cette durée est-elle due ?*

La constitution de tels réseaux demande du temps car elle doit être construite avec le consensus de tous les pays de la région, à chaque étape.

14- *Qu'en est-il de la phase d'évaluation ?*

Il faut d'abord mettre en place le réseau.

Session III : Contribution du Projet

Identifier les gaps et les activités secondaires

Laboratoire

Les activités complémentaires à celles mentionnées dans le cadre logique du projet sont les suivantes :

Faire un état des lieux des capacités et des besoins

- Organiser des formations prioritaires sur la base des besoins exprimés par les CVOs
- Garantir le maintien des compétences
- Inviter des experts selon besoin dans certaines réunions de concertation et d'harmonisation
- Assurer la participation d'un laboratoire/pays/maladie à 1 EIL international sur la durée du projet.
- Mettre en place une procédure d'approvisionnement d'urgence en cas de crise
- Identifier et tenir à jour une liste de fournisseurs de réactifs (à mettre sur le site web)
- Créer un groupe de travail avec RIPIVET.
- Assurer la formation, les équipements et les procédures pour organiser 1 EIL pour chaque pays (Au moins 1 EIL/pays pour 2 maladies sur la durée du projet)
- Étendre la possibilité de conclure des accords avec des Organismes de Recherche Internationaux : programme bilatéral (Pays REMESA préférentiellement).
- Identifier les principaux organismes de recherche internationaux travaillant dans le domaine des maladies concernées par le projet.

Épidémiologie

Pour les activités qui n'ont pas été prises en considération par le cadre logique, il conviendrait de :

- Fournir une assistance technique pour la surveillance épidémiologique
- Acquérir des logiciels statistiques (SPSS, R)
- Assurer la formation nécessaire pour élaborer un système de traçabilité
- Acquérir les outils nécessaires à la traçabilité
- Sensibiliser les éleveurs de l'importance de l'identification ainsi que les décideurs et les autres acteurs des filières (en collaboration avec les points focaux socio-économie)
- Acquérir le matériel spécifique et adapté pour développer les activités de la surveillance
- Programmer des exercices de simulation sur le terrain
- Identifier les maladies
- Programmer des réunions avec tous les acteurs des réseaux et des filières.

Communication

Les activités de communication qui n'ont pas été prises en considération par le cadre logique, n'en sont pas moins importantes surtout qu'il s'agit d'activités spécifiques pour lesquelles il conviendrait de :

- Assurer la formation de base des points focaux
- Positionner les PF communication dans l'organigramme des Services Vétérinaires
- Assurer une évaluation préliminaire du dispositif et des capacités en Communication dans certains pays (Égypte et Lybie)
- Dégager des points de dialogue avec les services de santé humaine et de ceux de l'environnement
- Assurer très rapidement la fonctionnalité du site web pour pouvoir mener des exercices en ligne.
- Positionner les PF Communication dans l'organigramme des Services Vétérinaires
- Répondre à des besoins spécifiques en Communication de certains pays

Socio-économie

Les activités de socio-économie qui n'ont pas été prises en considération par le cadre logique, peuvent représenter un intérêt certain pour les services vétérinaire, il conviendrait de :

- Identifier les animaux et enregistrer les exploitations
- Tenir compte de toutes les composantes de l'élevage y compris les camélidés
- Assurer la formation des PF à l'analyse des risques
- Créer des groupes de travail avec les PF épidémiologie (REPIVET) et communication (RICOMSA)
- Organiser un atelier de travail avec les PF épidémiologie (REPIVET)

Prioriser les activités. Identifier les partenaires potentiels

Les priorités

- Pour le groupe laboratoire c'est l'état des lieux, l'identification et la justification des besoins, la participation d'un laboratoire par pays à 1 EIL international, la formation, les réunions de groupes et l'échange d'expérience.
- Pour le groupe épidémiologie, c'est l'état des lieux, les logiciels, le matériel (GIS, informatique adapté), les réunions et les ateliers, le développement d'un site web,

l'identification des maladies, la formation sur les études de risque, les études de maladie, l'identification des partenaires, la plateforme REMESA.

- Pour le groupe Communication, c'est la structuration nécessaire des fonctions communication dans les pays et le positionnement dans les organigrammes des Services vétérinaires, les ateliers de formation, le cadrage et la validation des plans de communication, l'appui technique et le suivi
- Pour le groupe socio-économie, c'est l'étude cout/bénéfice des programmes de prévention et de contrôle et création d'un réseau d'associations de producteurs (petits ruminants, bovins, volaille et dromadaires)

Les Partenaires

- Pour le groupe laboratoire les partenaires sont les Pays (services vétérinaires), la FAO, l'UE, les Organismes Internationaux d'EIL les Organismes de Recherche internationaux travaillant dans les domaines concernés par le programme et les bailleurs de fonds internationaux en général..
- Pour le groupe épidémiologie, les partenaires sont la FAO, l'OIE, les instituts zooprophylactiques, le CIRAD, les pays membres, les instituts et les laboratoires de recherche spécialisés, l'organisation régionales (UMA, OADA), les autres ministères (santé publique, environnement, intérieur), le RESEPSA, les associations de chasseurs
- Pour le groupe communication les partenaires sont FAO-ECTAD, l'OIE, la BIRD, l'UE, la Banque Mondiale, les agences internationales de coopération et de développement
- Pour le groupe socio-économie, les partenaires sont le groupement spécialisés qui assurent la compensation dans les pays de la rive nord de la Méditerranée

Carrousel : Échanges de résultats des 4 thèmes

Chaque groupe thématique une fois son activité spécifique terminée s'est déplacé vers les autres groupes pour examiner le travail effectué sur les autres thèmes et échanger les résultats afin de se faire une idée générale des 4 thèmes discutés, en vue de se préparer à la discussion générale en session plénière.

Discussion

La discussion du travail des groupes en séances plénière doit permettre aux participant de :

- Tirer les leçons des échanges de résultats entre groupe,
- Finaliser les tableaux de chaque groupe en vue de permettre leur affichage pour la session de restitution,
- Identifier les partenaires de choix,
- Permettre une réflexion générale sur les besoins financiers nécessaires au financement des actions identifiées,
- Prévoir le temps nécessaire à la réalisation des actions retenues
- Tracer un calendrier d'utilisation des ressources financières des activités prioritaires
- Promouvoir la mise en place d'organisations professionnelles dans le secteur de l'élevage
- Énoncer les recommandations générales du Projet et les questions diverses

Séance de restitution

Discours de Dr. Abdessalam FIKRI, Coordinateur de ECTAD-NA et représentant intérimaire de la FAO à Tunis : Cette séance sera consacrée à la restitution des travaux des groupes auxquels ont participé les points focaux des différents pays représentés.

Après le discours du représentant de la FAO, les participants invités se sont présentés : CVOs ou leurs représentants, personnalités représentant les organisations internationales et régionales représentées à Tunis, organismes de coopération et de développement, organismes financiers et bailleurs de fonds.

Étaient présents à cette séance les chefs des services vétérinaires (ou leur représentants) du Maroc, de l'Algérie, d'Égypte, d'Italie, d'Espagne et du Portugal, l'IRVT, le CNVZ, les membres des groupes thématiques participants à l'atelier, les représentants de l'OIE, de la BAD, du PNUD, de l'AECID et toute les membres de l'unité ECTAD de la FAO Tunis ainsi que le représentant de AGAH à Rome.

Le représentant de l'AECID présente le projet dans son ensemble et souligne que ce projet est appelé à avoir un effet d'entraînement des structures et des mécanismes au niveau des États. La restitution des travaux est indispensable à l'avancement des activités programmées dans le cadre du projet

Le responsable des programmes à la représentation de la FAO à Tunis a présenté à l'assistance les activités qui ont eu lieu au cours de l'atelier : la lecture et l'analyse du cadre logique du projet, le contexte institutionnel, (FAO, ECTAD, CRSA...) les quatre thèmes techniques retenus, les objectifs du projet et ses liens avec le REMESA

Le Projet actuel est la suite du projet grippe aviaire également financé par l'Espagne et dont les recommandations ont été notamment d'inclure d'autres maladies que l'Influenza Aviaire ainsi que les zoonoses et de créer les réseaux nationaux de santé animale.

Les résultats attendus du présent projet qui se termine en juin 2013, sont l'appui : à la coordination entre les services vétérinaires, au renforcement des capacités de diagnostic et de surveillance épidémiologique, à l'amélioration des capacités régionales et nationales en communication.

Le REMESA qui inclut 10 pays dont 6 du nord de l'Afrique et 4 du sud de l'Europe est un réseau de santé animal géré par les CVOs de ces 10 pays assistés par les organisations internationales FAO et OIE (Organisation Mondiale de Sante Animale) constitués en Comité Permanent Conjoint (CPC). L'UMA et l'UE sont présentes aux réunions du CPC en qualité d'observateurs. Durant la phase de mise en place, le CPC a demandé au CRSA-AN de coordonner les activités du Réseau dans les pays membres et de former les 4 sous-réseaux (RELABSA, REPIVET, RECOMSA ET RESEPSA).

L'action du CRSA-AN consiste à assurer le secrétariat du Réseau, à agir directement au niveau des sous-réseaux et à mener d'autres activités spécifiques de la FAO qui entrent dans le cadre logique d'exécution. Ce Réseau se justifie par les caractéristiques similaires dans les pays de la région et par les intérêts économiques et politiques qui les relie. Le Réseau se destine à promouvoir la coordination et la coopération entre les pays de la région.

Session IV : Plan pour le futur

Recommandations

Groupe thématique	Recommandations
<i>Laboratoire</i>	<p>Mettre en place des procédures d'urgence pour les situations de crise et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">Approvisionnement des laboratoires en kits et réactifsDisposer d'une expertise internationale par l'établissement préalable de listes d'experts mobilisablesÉtablir et diffuser aux pays concernés, préalablement aux sessions de formation, des pré-requis concernant les connaissances et qualifications nécessaires des stagiaires.Coupler des réunions spécialisées du groupe laboratoire avec des visites des laboratoires nationaux des pays de la région.Garantir le maintien durable des personnes désignées comme points focaux (permanence du groupe / team building)
<i>Épidémiologie</i>	<p>Information et mise à jour de la liste des points focaux des différents réseaux.</p> <p>(Essayer de conserver l'équipe REMESA (points focaux.....)</p> <p>Coupler la mise en place des banques de données avec un système d'identification efficace.</p> <p>Choisir parmi les différents systèmes de collecte et de suivi des maladies animales (ACCESS, Excel, EpiInfo, TADinfo)</p> <p>Amélioration et Harmonisation du système de suivi</p> <p>Avoir un niveau plus élevé pour un système plus performant en utilisant ce qui existe dans chaque pays</p> <p>Atteindre 100 p 100 carte SIG</p> <p>Prévoir un programme de formation et de promotion d'experts nationaux.</p> <p>Contribution des pays membres dans la réalisation de certaines activités et ce selon les possibilités de chaque pays.</p> <p>Essayer de conserver l'équipe REMESA (points focaux.....)</p> <p>Étude de l'appui de la possibilité de développement d'un fond national pour la santé animale (lutte, indemnisation, situation d'urgence)</p>
<i>Communication</i>	<p>Préciser la position de la communication dans l'organigramme des Services Vétérinaires, dans chaque pays</p> <p>Former les Points Focaux Communication (formation de base et thématique en communication)</p> <p>Améliorer la culture du partage, de l'échange et de la transparence de l'information au sein et entre les Services Vétérinaires de la Région</p>

	<p>Améliorer les équipements de base en communication et multimédia dans les Services Vétérinaires</p> <p>Assurer la stabilité des Points Focaux Communication au sein des Services Vétérinaires.</p> <p>Assurer une bonne coordination entre les différents sous réseaux du REMESA</p> <p>Préciser et organiser les rapports de collaboration en Communication entre la santé publique, la santé animale et l'environnement dans chaque pays et au niveau régional.</p>
<i>Socio-économie</i>	<p>Les activités doivent contribuer au renforcement des capacités des services vétérinaires dans les domaines de la socio-économie: utilité, méthodologie, outils, etc. (formations théoriques et pratiques, échanges d'expériences).</p> <p>Définir un cadre cohérent / commun pour les différentes bases de données et SIG thématiques du projet.</p> <p>En matière d'analyse du risque, les groupes "Épidémiologie" et "Socio-économie" doivent travailler en étroite concertation et dans une perspective de renforcement des capacités nationales.</p> <p>En vue d'une mise en œuvre effective des mesures de police sanitaire sur le terrain, renforcer la coordination opérationnelle entre les différents intervenants (e.g. forces de sécurité, autorités locales, etc.), notamment à travers des exercices de simulation.</p> <p>Les différentes catégories d'acteurs concernés par la santé animale (producteurs, commerçants...) doivent être impliquées dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de prévention et contrôle des maladies.</p>

Conclusion

Cette session est destinée à tirer les conclusions de toute cette activité thématique afin que la restitution aux partenaires et bailleurs de fonds le troisième jour de l'atelier, puisse se faire dans la clarté et la simplicité.

Les participants ont formulé un certain nombre de remarques et suggestions quant au fond et à la forme des activités des groupes et de l'atelier d'une manière générale :

Le fond

- L'intérêt de cet atelier est manifeste, le fait de travailler en groupe de personnes qui sont également les points focaux nationaux pour les activités thématiques a amené les participants à discuter des différentes thématiques et à passer en revue les voies et les moyens pour l'exécution des activités liées au projet, dans le cadre des structures nationales et à l'échelle de la région.
- L'atelier a permis aux participants de s'exprimer et de discuter des expériences des uns et des autres alors que dans d'autres ateliers on ne faisait que discuter des lignes directrices.
- Les objectifs répondent aux attentes du terrain et aux nécessités de la lutte contre les maladies animales.

- L'atelier a permis d'établir le lien entre les activités passées et celles à venir contenues dans les programmes ; Il a également permis de marquer la différence entre le Projet GCP/RAB/010/SPA comme projet de coopération espagnol exécuté par la FAO et le REMESA qui est un réseau géré par les pays de la région.
- Cet atelier a éclairci les rôles respectifs et a amélioré l'identification des activités et des actions à mener. Pour garantir le succès des étapes suivantes il est important que les participants (les points focaux) qui assistent aux réunions et ateliers à l'avenir, soient stabilisés pour un meilleur suivi et une construction plus rationnelle des capacités dans les pays et au niveau régional.
- Le démarrage de l'atelier a été difficile mais par la suite une fois la différenciation entre projet et réseau soulignée les groupes constitués ont pu identifier de nombreux projets en interconnexion avec les autres groupes thématiques et le résultat, profitable pour tous, a été excellent.
- L'atelier a été particulièrement utile au niveau du groupe de la communication car cet aspect a souvent été le maillon faible au sein des SV et dans les projets.
- Les groupes constitués étaient de niveaux différents entre personne au sein du même groupe ; certains ont en effet déjà participé à des réunions sur les thèmes abordés, et entre groupes, les vétérinaires n'ont pas (par exemple) acquis d'expertise en communication ; par contre le groupe laboratoire ou épidémiologie est plus conforme aux activités classiques des vétérinaires.
- Pour la socio-économie et la communication, les groupes étaient constitués par des personnes qui n'avaient pas ou pu de formation ni de culture sur ces thèmes. Le résultat a cependant été jugé excellent. Le point fort a été de pouvoir travailler ensemble sur des thèmes très disparates.

La forme

- Le volume de travail était très dense et aurait nécessité plus de temps.
- Le cadre de travail des groupes, figurant sur les tableaux était trop rigide ; certains points discutés ont été difficiles à classer dans l'une des colonnes.
- L'approche par objectif sur tableau de bord a beaucoup aidé les participants dans leurs débats.
- L'absence de traducteur dans chaque groupe a gêné et ralenti l'activité des groupes
- Le problème de langue va constituer un gros frein à l'efficacité des activités du réseau et il faut y penser dès à présent
- Le travail des groupes aurait été facilité si le programme de l'atelier et les documents de travail avaient été envoyés avec l'invitation.

La discussion a également porté sur le choix de la présentation du travail des groupes aux participants soit sous forme de présentation globale des quatre tableaux à la fois, ce qui permettrait à tous de participer et d'intervenir sur les quatre thèmes de l'atelier, soit sous la forme de carrousel afin que les membres des différents groupes puissent prendre connaissance du travail des autres groupes en se déplaçant d'une salle à l'autre. Soit sous la forme de présentation en data show par le rapporteur du groupe.

Le choix s'est porté sur le carrousel pour ce qui est de la restitution interne aux participants et à la présentation globale sur les grands tableaux préparés à cet effet pour la session de restitution devant les responsables vétérinaires et les bailleurs de fonds. Avec la présentation des tableaux réalisés par les groupes, les personnes invitées et notamment les bailleurs de fonds auront la possibilité de discuter avec les participants ; en outre les tableaux reflètent physiquement l'effort consenti et la démarche qui a abouti à leur réalisation.

Session V : Recommandations et clôture

Résultats de l'atelier – Présentation des quatre stands thématiques

Pendant les 2 jours qui ont précédé la séance de restitution et qui ont enregistré une participation très importante des PF des pays membres, il a été procédé à la revue du cadre logique du Projet pour y apporter les détails pour lui permettre plus de pertinence. Les présents sont invités à prendre connaissance de l'activité de chaque groupe à travers les affiches élaborées par ces groupes.

Groupe laboratoire

La présentation sur fiche récapitulative était très intéressante et a soulevé un débat enrichissant.

Les questions posées ont concerné :

- Le cadre logique du projet et la situation de départ ou état des lieux
- Les produits du groupe de travail laboratoire
- Le calendrier et le nombre de réunions du groupe
- Le rôle de l'OIE et l'importance de ses activités dans la région dont notamment l'activité de jumelage et l'appui à l'émergence de laboratoires de référence nationaux et régionaux.
- Le rôle du RELABSA.
- Le rapprochement des pays dans le cadre d'activités prioritaires et fédératrices comme par exemple celle de déclarer les pays indemnes de Fièvre Aphteuse.
- Le budget des laboratoires et la nécessité d'un budget pérenne en fonction de l'importance de leurs activités.
- L'appel au financement par les bailleurs de fonds sachant que les banques de développement ne sont pas toujours disposées à subventionner des activités dans des pays considérés comme émergents ; ce qui est le cas de la plupart des pays du Nord de l'Afrique. Des possibilités peuvent être offertes si les pays se présentent en groupe (UMA) d'où la nécessité d'une concertation régionale en vue d'identifier les mécanismes qui permettraient aux pays de la région d'accéder à certains fonds.

Les réponses faites aussi bien par les membres des groupes que par le staff de la FAO ont porté sur :

- L'approche qui peut différer d'un pays à l'autre, les situations dans ces pays n'étant pas homogènes et l'approche par questionnaire dans une première phase, devrait être privilégiée.
- Les partenaires du Projet pour ce qui est du domaine des laboratoires doivent être identifiés dans le cadre du sous-réseau RELABSA
- La reconnaissance de l'importance de la présence et des activités de l'OIE dans la région. L'importance de faire un état des lieux qui permettrait entre autres d'identifier les priorités et les points de convergence.

Groupe Épidémiologie

La présentation du travail du groupe épidémiologie n'a pas soulevé beaucoup de commentaires, tant il est évident que cet aspect des activités de santé animale est primordial

dans la prévention et le contrôle des maladies animales, dans l'activité des laboratoires vétérinaires et dans la concrétisation des concepts d'alerte précoce et de réaction rapide.

Groupe Socio-économie

Cette composante est assez étrangère aux services vétérinaires ce qui a permis aux participants de poser des questions objet de leurs préoccupations directes ; ces questions ont porté sur :

- L'aspect socio-économique de la santé animale qui est mal connu par les politiques et les décideurs. Cet aspect est extrêmement important car il sous-tend les décisions en matière de financement au niveau du budget de l'état qui conditionne toutes les activités de santé animales dont notamment la prévention et la lutte contre les maladies animales. Cet aspect est difficile à cerner par les services vétérinaires dont le personnel n'a pas reçu la formation suffisante dans ce domaine et qui ne dispose pas parmi ses cadres d'agroéconomistes, alors que dans la plupart des pays concernés, il y a des économistes et des agroéconomistes auxquels il pourrait être fait appel.
- La nécessité d'entreprendre des études coûts/bénéfice des actions de santé animales à entreprendre pour orienter les services vétérinaires dans le choix des méthodes les moins coûteuses et les plus rentables et pour emporter la décision des décideurs.
- L'appréciation de la situation dans les différents pays, sachant que l'approche par questionnaire n'est pas suffisante et ne peut refléter l'état des lieux en matière d'impact socio-économique.
- La nécessité d'initier des études basées sur une expertise avérée.
- Le cadre réglementaire qui régit les transactions transfrontalières d'animaux et de leurs productions. On ne doit pas se limiter aux seules transactions commerciales ; il convient de prendre en compte l'ensemble des activités de production, de transformation et de commercialisation de toute la filière.
- L'indemnisation des éleveurs lorsque des décisions d'abattage sanitaire sont prises sachant que dans certains pays de la région il n'existe pas de fonds d'indemnisation prévus à cet effet et que le financement des opérations d'abattage sanitaire ne se limite pas à la seule indemnisation des éleveurs concernés, il concerne également les frais que toute opération de ce type entraîne (mobilisation de personnel et de moyens, destruction et disposition des cadavres, désinfection et repos sanitaire des bâtiments d'élevage)
- La création d'association de producteurs ou de l'ensemble des opérateurs de la filière.

Groupe Communication

Les membres du groupe considèrent que cette composante de l'atelier est d'une grande importance mais que les vétérinaires n'ont pas la formation requise pour bien dialoguer avec les médias et communiquer efficacement avec les populations et publics bénéficiaires spécifiques ou le grand public. La présentation a soulevé un certain nombre de commentaires concernant :

- Le positionnement de la Communication dans le domaine de la santé animale et plus particulièrement au sein de la structure des SV.
- La nécessité de mettre l'accent sur la formation des Services Vétérinaires en communication et en gestion de l'information. La gestion de l'information et la communication doivent être considérées comme des investissements et doivent participer à la structuration des Services Vétérinaires
- Les interventions, de fait et de droit, des Services Vétérinaires qui ne sont pas toujours bien comprises ni bien acceptées tant par les éleveurs que par les décideurs ou par le public, parce que mal présentées et mal expliquées.

- Les réticences des décideurs et responsables à communiquer, lorsqu'il y a risque pour l'économie nationale ou pour d'autres raisons.
- La consolidation des points focaux au sein des services vétérinaires et leur liaison avec les unités chargées de la collecte des informations sanitaires et de leur diffusion.
- Le financement des actions de communication surtout lorsqu'elles s'adressent aux populations pauvres et qu'elles nécessitent l'appel aux médias.

Session plénière de restitution – Discussion générale et clôture

La séance plénière s'est déroulée le troisième jour de l'atelier en présence des participants et des personnalités invitées : CVOs, responsables d'organisations internationales, responsables d'institutions financières, responsables d'instituts de recherche, responsables d'agences de développement, diplomates.

Après présentation de l'activité de chacun des 4 groupes thématiques par le moyen des affiches élaborées par ces groupes et les explications fournies par les rapporteurs, l'assistance a été invitée à faire part de ses remarques et commentaires, résumés comme suit :

- Les groupes sont à féliciter pour la qualité et la densité de leur travail et pour l'acharnement des équipes à compléter la présentation de leur travail.
- La présentation sur fiche récapitulative était très intéressante et a soulevé un débat enrichissant. Le travail des groupes a été effectué sérieusement et a permis de soulever plusieurs questions d'importance.
- Les cadres logiques des thèmes reflètent plus d'activités que prévues ; ces activités n'ont pas toutes été budgétisées dans le projet d'où la nécessité de rechercher des cofinancements.
- La dynamisation de ce réseau est devenue nécessaire sinon indispensable ; certains CVOs s'engagent à initier et soutenir les activités du réseau dans leurs pays respectifs.
- Les aspects socio-économiques et de communication, sont mal connus et mal appréhendés par les services vétérinaires. Or il s'agit là d'aspects très importants des activités, qui conditionnent le succès de la gestion du réseau. Considérant l'absence d'expertise vétérinaire en matière de communication et de socio-économie, il convient de faire appel à des expertises extérieures au monde vétérinaire en même temps que de former des vétérinaires dans ces domaines.
- L'importance de la socio-économie et de la communication a été soulignée par de nombreux participants ; c'est également l'objet des préoccupations de la FAO qui fait appel à des expertises autres que vétérinaires dans le cadre d'une approche multidisciplinaire et multisectorielle.
- Dans le domaine de la santé animale, le réseau est certes important mais il ne représente qu'une faible partie des activités des Services Vétérinaires.
- La consolidation des points focaux au sein des SV est nécessaire pour éviter que, à chaque réunion, le pays soit représenté par une personne PF différente.
- Il y a lieu de favoriser les expertises nationales. Des experts peuvent être sollicités et mobilisés au profit de toute la région.
- Le Mécanisme GF-TAD est un mécanisme de coordination FAO/OIE qui favorise la synergie des deux organisations pour le développement des capacités des services vétérinaires dans la région.
- Il est important d'assurer la complémentarité des activités de santé animale dans la région quel que soit la structure ou l'organisme qui les pilote.

- A travers le travail des 4 groupes et de l'atelier d'une manière générale, il doit être tenu compte des mécanismes et des outils qui sont au service de la santé animale, dans le monde et dans la région.
- Une grande masse de travail a été réalisée par les membres des groupes thématiques mais dans le cadre logique il aurait peut-être fallu tenir compte de la composante risque et aussi identifier les actions réellement prioritaires, à fort impact socio-économique, qui pourraient produire des résultats convaincants pour les bailleurs de fonds.
- Il convient également de tenir compte du contexte économique des différents pays de la région méditerranéenne ainsi que du contexte économique mondial.
- Cet atelier de démarrage du Projet *GCP/RAB/010/SPA* a permis de différencier le projet du REMESA. Le projet a une durée limitée dans le temps et l'un de ses principaux objectifs est de mettre en place le réseau méditerranéen de santé animale, plateforme qui devra être alimentée par les pays membres.
- Il faut veiller à rester dans le cadre du REMESA et ne pas confondre les activités du Réseau et celles du Projet.
- Le plan d'activité est très ambitieux et nous espérons qu'il soit soutenu par les CVOs
- Il ne faut que la contrainte financière soit a priori un handicap. Pour surmonter cette contrainte, il faut définir des priorités et réussir les actions pour convaincre les bailleurs de fonds.
- Il est important de travailler en concertation avec les programmes et les plans d'action des 10 pays membres et des 2 organisations internationales.
- La FAO et l'OIE n'ont pas vocation à résoudre tous les problèmes, les pays doivent fournir l'effort le plus important dans le cadre d'une coopération/coordination indispensable.
- La FAO a dans son mandat l'appui aux initiatives des pays et n'a pas vocation à se substituer à eux.
- La FAO doit prendre en considération certaines des observations et recommandations faites par les participants aux groupes thématiques.

Dr. Abdessalam FIKRI clôture les travaux de l'atelier de démarrage du projet en remerciant les participants et tous ceux qui ont eu l'obligeance de répondre à son invitation à participer à cette session de restitution.

ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier-programme de l'atelier

Annexe 2 : Liste des participants

Annexe 3 : Résultats attendus et activités - deuxième plan d'action juillet 2010-juin 2011

Annexe 4 : Participants aux groupes thématiques

Annexe 5 : Cadre logique du groupe thématique « Laboratoire »





Annexe 6 : Cadre logique du groupe thématique « Épidémiologie »

Annexe 7 : Cadre logique du groupe thématique « Communication »

Annexe 8 : Cadre logique du groupe thématique « Socio-économie »

Annexe 9 : Chronogrammes des activités des groupes pour l'année 2011

Annexes 1 : Programme de l'atelier

DATE	TIME	ACTIVITY	PRESENTERS
 <p style="text-align: center;">Atelier de démarrage du projet ¹ Inception workshop of the GCP/RAB/010/ 29 Nov / 1Dec 2010, Tunis, Tunisie</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">    </div>			
Lu/Mo 29th	Session 1 : FAO ECTAD et contexte institutionnel / FAO ECTAD and institutional background		
	08.00-08.30	Ouverture officielle/Official Opening	FAO & Rep et/and Autorités Tunisiennes/Tunisian Authority
	08.30- 08.55	Présentation de la journée/ Introduction of the day Introduction et objectifs de l'atelier/Introduction and objectives of the workshop	ECTAD NA Bruno Minjauw
	08.55- 09.20	ECTAD et les Centres Régionaux de Santé Animale CRSA / Regional Animal Health Center RAHC	FAO HQ ElIdrissi, Ahmed (AGAH)
	09.10- 09.30	Résultats du projet précédent /Results from previous project GCP/RAB/001/SPA	ECTAD NA MolinaFlores, Baldomero
	09.30- 10.00	Historique et genese du REMESA	ECTAD NA MolinaFlores, Baldomero
	10.00- 10.30	Objectifs et rôles / Objectives and roles et/and Modus Operandi du/of REMESA	CVO Spain
	10.30-11.15	COFFEE BREAK + Group photo	
	Session 2 : Objectifs du projet et stratégies régionales / Project objectives and regional strategy		
	11.15-11.45	GCP/RAB/010/SPA : Objectifs / Objectives pour/over 3 ans/years et premiers résultats / and first achievement	ECTAD NA Bruno Minjauw
	11.45-12.30	Discussion plénières / Overall Plenary	
	12:30-13.30	LUNCH	
	13.30-14.00	Présentation des 4 groupes de travail / Introduction of 4 thematic working group	ECTAD NA Bruno Minjauw
	14.00-15.45	Etude du cadre logique/ Study of the logframe <i>Exercice : définir le cadre logique correspondant à chaque groupe thématique / Define de logical frame work for each thematic group</i>	Facilitateurs/thematic facilitators
	15.45 -16.15	COFFEE BREAK	
	16.15- 17.00	Identifier et évaluer les contributions du projet à la stratégie thématique régionale / Identify and evaluate de project contribution to the regional strategy	En groupe / Group work
17.00-17.30	Plénière / Plenary discussion		
20.00	Diner à l'hotel Barcelo / Supper at Barcelo hotel		
Ma/ Thu 30rd	Session 3 : Contributions du projet / project's contribution		
	08.00-08.30	Récapitulation / Wrap up	
	08.30.09.15	Identifier gap et activités secondaires / Identify gaps and secondary activities	En groupe / Group
	09.15-10.00	Prioriser les activités / Prioritize activities Identifier les partenaires potentiels/ Identify potential partners	En groupe / Group
	10.00-10.30	COFFEE BREAK	
	10.30-12.00	Carrousel : Échanges des résultats des 4 thèmes /	En groupe / Group

	Sharing the 4 thematic results	
12.00-12;30	DISCUSSION	
12:30-14.00	LUNCH	
Session 4 : Plan pour le futur / futur plan		
14.00-14.30	Besoins et Mécanismes de financement / Needs and funding mechanisms	Plénière / Plenary
14.30-15.30	Agenda prévisionnel des activités FAO / activity plan for FAO	En groupe / Group
15.30-16.00	COFFEE BREAK	
16.00-16.45	Liste des Recommandations pour le projet / List of recommendations for the project	Plénière / Plenary
16.45-17.15	CONCLUSIONS / CONCLUSION	Plénière / Plenary
17.30-19.30	Préparation des 4 stands thématiques / Preparation of 4 thematic stands	En groupe / Group

Me/ Wed 1st

Session 5 : Recommandations et clôture / Recommendations and closure

0830-09.00	Récapitulation et finalisation des stands / Wrap up and finalisation des stands	
09.00-09.45	Présentation générale du projet et de l'atelier Project Presentation and workshop explanation	ECTAD NA Bruno Minjauw
09.45-11.30	<i>Exhibition forum : Présentation par les groupes thématiques / Presentation by the thematic group of their results</i>	Tour des 4 stands / visit of the 4 stands
11.30-12.30	Discussion générale et clôture / General discussion and closure	ECTAD NA
12.30- 14.00	LUNCH	

Annexe 2 : Résultats attendus et activités - deuxième plan d'action juillet 2010-juin 2011

Résultats	Activités
<p>R.1. Coordination régionale, harmonisation et coopération sur la politique de santé animale concernant les maladies animales transfrontalières et les zoonoses assurées.</p>	<p>A.1.1. Organiser des réunions régionales de coordination du CPC (Comité Conjoint Permanent) du REMESA régulières pour suivre le progrès du réseau, valider les initiatives des réseaux techniques, et améliorer l'harmonisation et la coordination régionales de la prévention des maladies et des stratégies de contrôle</p>
	<p>A.1.2. Organiser des réunions thématiques extraordinaires du CPC/REMESA à la demande d'un ou plusieurs pays.</p>
	<p>A.1.3. Développement, discussion et validation des programmes régionaux de prévention et des plans stratégiques de contrôle des maladies animales transfrontalières prioritaires et des zoonoses.</p>
<p>R.2. Compétences nationales et régionales pour le diagnostic des maladies animales transfrontalières prioritaires et des zoonoses ont été améliorées.</p>	<p>A.2.1. Améliorer les capacités techniques des laboratoires de santé animale.</p>
	<p>A.2.2. Soutien au renforcement de l'assurance qualité et de la biosécurité, incluant un soutien pour l'accréditation de nouvelles techniques de diagnostic</p>
	<p>A.2.3. Approvisionnement des laboratoires en kits de diagnostic des maladies animales transfrontalières prioritaires.</p>
	<p>A.2.4. Soutien au renforcement du Réseau de Laboratoire de Santé Animale national et local (RELABSA) dans le cadre de REMESA.</p>
	<p>A.2.5. Etablissement d'accords de collaboration entre laboratoires et centres de recherches dans la région (particulièrement à travers le programme de jumelage de l'OIE).</p>
<p>R.3. Compétences régionales et nationales pour la surveillance épidémiologique et le contrôle des TADs et des zoonoses seront améliorées.</p>	<p>A.3.1. Améliorer les mécanismes de transmission, d'échange et d'analyse de l'information</p>
	<p>A.3.2. Renforcement de la capacité institutionnelle pour développer une analyse</p>

	épidémiologique et socio-économique à travers d'un programme de formation ciblé.
	A.3.3. Améliorer les plans nationaux et régionaux d'intervention pour le contrôle et la prévention des TADs prioritaires et des zoonoses sous les directrices de la FAO/OIE.
	A.3.4. Conduite d'une étude de traçabilité nationale et régionale du bétail et des produits animaux et d'origine animale dans la région.
	A.3.5. Appui au renforcement du réseau épidémiologique régional REPIVET dans la cadre du REMESA
	A.3.6. Conduire des exercices régionaux de simulation entre deux pays/ institutions ou plus pour chaque maladie animale transfrontalière et zoonose prioritaire.
	A.3.7. Initier des études de risques régionaux pour les principales maladies.
	A.3.8. Développement d'une proposition de projets pour évaluer le rôle et l'importance de la faune sauvage dans l'épidémiologie de principales maladies animales transfrontalières dans la région.
	A.3.9. Amélioration de la coordination régionale des systèmes d'alerte pour les principales TADs et zoonoses.
R.4. Une approche régionale intégrée pour la communication en matière de la santé animale pour les TADs et les zoonoses sera développée, sur la base de la résolution XXI de mai 2001 de l'OIE.	A.4.1. Soutien au renforcement du réseau de communication régional RECOMSA dans le système de REMESA. a. établissement d'un groupe de travail de communication en matière de la santé animale qui inclut tous les points focaux de communication désignés par les Délégués de l'OIE/CVOs; b. établissement d'un réseau de communication incluant des point focaux de santé publique; et c. établissement d'un forum de discussion on-line pour tous les pays de la région.
	A.4.2. Améliorer la coordination des stratégies/plans régionales de communication

	<p>incluant des programmes ciblés pour les populations migrantes et le tourisme.</p>
<p>R.5. Connaissance de la socio-économie régionale liée à la santé animale et des approches basées sur des études de risques pour un contrôle des maladies amélioré (Socio-économie et Systèmes de Production)</p>	<p>A.4.3. Méthodologies d'échanges de communication, matériels et informations à un niveau régional.</p>
	<p>A.5.1. Etablissement d'une base de données régionale sur le commerce d'animaux pour fournir des informations pour l'implémentation de programmes de contrôle des maladies basées sur des études de risques. Renforcement des capacités sur</p> <ul style="list-style-type: none"> i) estimation de l'impact des maladies sur les revenus des populations et sur l'économie locale, ii) identification des facteurs chaîne-spécifiques de risques spatiale et de production et commercialisation, iii) et développer des mesures appropriées pour surveiller, contrôler et réduire ces derniers.
	<p>A.5.2. Compiler l'ensemble des données pour la cartographie de risques de maladies et analyses à travers les revues du secteur de l'élevage.</p>
	<p>A.5.3. Evaluer l'impact des maladies sur les revenus des populations et l'économie nationale et régionale et développer des outils pour des mécanismes de compensation.</p>
	<p>A.5.4. Soutien à la création d'un réseau régional d'association de producteurs, RESEPSA dans la cadre du REMESA.</p>

Annexe 3 : Liste des participants

N°	Thématique	Fonction/ Institution	Nom	Adresse email
Mauritanie				
1	Point focal épidémiologie/ Représentant CVO	Chef service de la santé animale	Mohamed Ould Baba	medbaba@mdr.gov.mr
2	Point focal Laboratoire	Chef du service de pathologie infectieuse (responsable des analyses)	Ahmed Bezeid Ould Mamy	bezeid07@yahoo.fr
3	Point focal Socio-économie	Responsable des aspects socioéconomique	Lehbib Ould Abdel Aziz	lehbib.abdelaziz@yahoo.com
4	Point focal Communication	Responsable de la communication	Mohamed Lemine Ould Haki	hakkiml72@yahoo.fr
Maroc				
5	Point focal épidémiologie	Chef de service de l'Epidémiologie et de la veille sanitaire/ONSSA	Mina Ettair	ettai_m@yahoo.fr
6	Point focal Laboratoire	Chef du laboratoire d'analyses et de Recherches_ONSSA	Nabil Abouchoaib	nabilabouchoaib@gmail.com
7	Point focal Socio-économie	Chef de service vétérinaire_ONSSA	Mohamed El Faqir	s.vetquelmim@gmail.com
8	Point focal Communication	Médecin vétérinaire/ONSSA	Ghassan Lemsyeh	lghassan76@yahoo.fr
9	CVO	Directeur des services vétérinaires/ONSSA	Jaouad Berrada	jaouad.berrada@gmail.com
Algérie				
10	Point focal épidémiologie	Chef de bureau Surveillance Sanitaire Direction des Services Vétérinaires (DSV)	Fatima Ouadahi	f.ouadahi@yahoo.fr
11	Point focal Laboratoire	Chef de service virologie Laboratoire Central Vétérinaire	Hafsa Madani	hafsasfr@yahoo.fr
12	Point focal Socio-économie	Docteur vétérinaire Direction des Services Vétérinaires (DSV)	Leila Ramdani	docram2008@yahoo.fr
13	Point focal Communication	Docteur vétérinaire Direction des Services Vétérinaires (DSV)	Isma Dalila Djaileb	id_djaileb@hotmail.fr
14	Représentant CVO	Sous Directeur de la Santé Animale Direction des Services Vétérinaires	Ahmed Chawki Karim Boughalem	dsval@wissal.dz
Tunisie				
15	Point focal épidémiologie	Vétérinaire sanitaire/Direction Générale des	Heni Haj Ammar	heni_hah@yahoo.fr

		Services Vétérinaires		elheni.hajammar@iresa.agrinet.tn
16	Point focal Laboratoire	Directeur Générale/Institut de Recherche Vétérinaire de Tunisie	Mohamed Habib Jemli	jemli.medhabib@yahoo.fr
17	Point focal Laboratoire	Médecin vétérinaire inspecteur régional/IRVT	Akram Cherif	acherif8587@hotmail.fr
18	Point focal Socio-économie	Vétérinaire sanitaire Centre National de Veille Zoosanitaire	Chiraz Ressaissi	chiraz_ress@hotmail.fr
19	Point focal Communication	Vétérinaire sanitaire/ Direction Générale des Services Vétérinaires	Hejer Kilani	kilanihajerd@yahoo.fr
20	CVO	Directeur général/ Direction Générale des Services vétérinaires	Malek Zrelli	zrelli.malek@iresa.agrinet.tn
Libye				
21	Point focal épidémiologie	Chef service de la santé animale	Mohamed Ali Ibrahim	maibra64@yahoo.com
22	Point focal Laboratoire	chef service laboratoire vétérinaire	Milad El Hedi Farhat	milad-vet@hotmail.com
23	Point focal Socio-économie	Direction de la santé animale	Issmahen Mohamed El Tounsi	tunisi_asmahan@yahoo.com
24	Point focal Communication	service santé animale	Abou Ajila El Hechmi	mahgob672000@yahoo.com
25	CVO	Directeur des services vétérinaires	Taher Ahmed Maatoug	alfa_Taher9023@yahoo.com
Egypte				
26	Point focal Communication/	GOVS	Soheir Abdel Kader	s_vet_egy@yahoo.com
27	Point focal épidémiologie	GOVS	Heba Sobhy Ibrahim	heba.risha4@gmail.com
28	Point focal Socio-économie	GOVS	Faten Farouk Ahmed	faten18afyfy@gmail.com
29	Point focal Laboratoire	AHRI (Animal Health Research Institute, Giza)	Abdel Rashid Fathy Ghanem	abdelrasheedghanem@yahoo.com
Espagne				
30		Subdirección General de Sanidad de la Producción Primaria - Ministerio de Medio Ambiente, Medio rural y Marino	Miguel Angel Martín Esteban	mamartin@mapya.es
Portugal				
31	Représentant CVO	Direc. Geral de Veterinária	Antonio Pina Fonseca	pinafonseca@dgv.min-agricultura.pt
Diverses institutions				
32	Représentant CVO Italie		Ghebremedhin	g.ghebregzabiher@sani

	Département de la Santé Publique Vétérinaire, alimentation et sécurité alimentaire Ministère de la Santé		Ghebreigzabiher	ta.it
33	Directeur du Bureau Technique de Coopération		Guillermo Caro	otc.tunis@planet.tn
34	Représentation sous-régional de l'OIE pour l'AN		Vincent Brioudes	v.brioudes@oie.int
35	Représentation sous-régional de l'OIE pour l'AN		Antonio Petrini	a.petrini@oie.int
36	Chargé d'Élevage Supérieur_Banque Africaine de Développement		Bouchaib Boulanouar	b.boulanouar@afdb.org
37	PNUD_Tunisie		Nourddine Nasr	noureddine.nasr@undp.org
38	Directeur Général du Centre National de Veille Zoosanitaire_Tunisie		Salah Hammami	hammami.salah@iresa.agrinet.tn
39	Direction Générale des Services Vétérinaires_Tunisie		Moncef El Mejri	moncef.mejri@yahoo.fr
Unité FAO-ECTAD-AN et FAO HQ				
40	Coordinateur Régional_ Unité ECTAD-AN		Abdessalam Fikri	abdessalam.fikri@fao.org
41	Responsable Régional des Programmes et des Opérations_ Unité ECTAD-AN		Bruno Minjauw	bruno.minjauw@fao.org
42	FAO HQ	AGAH_FAO	Ahmed El Idrissi	ahmed.elidrissi@fao.org
43	Epidémiologie	Expert technique épidémiologie	Baldomero Molina Flores	baldomero.molinaflores@fao.org
44	Laboratoire	Expert technique Laboratoire	Lilian Puech	lilian.puech@fao.org lilian.PUECH@anses.fr
45	Socio-économie	Expert technique Socio-économie	Jacques Conforti	jacques.conforti@fao.org
46	Socio-économie	Expert technique Socio-économie	Nicoline DeHaan	nicoline.deHaan@fao.org
47	Communication	Expert technique Communication	Daniel Grégoire	daniel.gregoire@fao.org dgrgr2@yahoo.fr
48	Rapporteur atelier	Expert national_ Unité ECTAD-AN	Khaled El Hicheri	elhicheri-k@mailcity.com khaled.elhicheri@gmail.com
49		Assistante_ Unité ECTAD-AN	Yosra Taous	yousra.taous@fao.org

Annexe 4 : Participants aux groupes thématiques

Groupe Laboratoire

Algérie	Chef de service virologie Laboratoire Central Vétérinaire	Hafsa Madani	hafsasfr@yahoo.fr
Egypte	AHRI (Animal Health Research Institute, Giza)	Abdel Rasheed Fathy Ghanem	abdelrasheedghanem@yahoo.com
Libye	chef service laboratoire vétérinaire	Milad El Hedi Farhat	milad-vet@hotmail.com
Mauritanie	Chef du service de pathologie infectieuse (responsable des analyses)	Ahmed Bezeid Ould Mamy	bezeid07@yahoo.fr
Maroc	Chef du laboratoire d'analyses et de Recherches_ONSSA	Nabil Abouchoaib	nabilabouchoaib@gmail.com
Tunisie	Médecin vétérinaire inspecteur régional/IRVT	Akram Cherif	acherif8587@hotmail.fr
FAO-ECTAD-AN	Expert technique Laboratoire	Lilian Puech	lilian.puech@fao.org lilian.PUECH@anses.fr

Groupe épidémiologie

Algérie	Chef de bureau Surveillance Sanitaire Direction des Services Vétérinaires (DSV)	Fatima Ouadahi	f.ouadahi@yahoo.fr
Egypte	GOVS	Heba Sobhy Ibrahim	heba.risha4@gmail.com
Libye	Chef service de la santé animale	Mohamed Ali Ibrahim	maibra64@yahoo.com
Mauritanie	Chef service de la santé animale	Mohamed Ould Baba	medbaba@mdr.gov.mr
Maroc	Chef de service de l'Epidémiologie et de la veille sanitaire/ONSSA	Mina Ettair	ettai_m@yahoo.fr
Tunisie	Vétérinaire sanitaire/Direction Générale des Services Vétérinaires	Heni Haj Ammar	heni_hah@yahoo.fr elheni.hajammar@iresa.agrinet.tn
FAO-ECTAD-AN	Expert technique épidémiologie	Baldomero Molina Flores	baldomero.molinaflores@fao.org

Groupe Communication

Algérie	Docteur vétérinaire Direction des Services Vétérinaires (DSV)	Isma Dalila Djaileb	id_djaileb@hotmail.fr
Egypte	GOVS	Soheir Abdel Kader	s_vet_egy@yahoo.com
Libye	service santé animale	Abou Ajila El Hechmi	mahgob672000@yahoo.com
Mauritanie	Responsable de la communication	Mohamed Lemine Ould Haki	hakkiml72@yahoo.fr
Maroc	Médecin vétérinaire/ONSSA	Ghassan Lemsyeh	lghassan76@yahoo.fr
Tunisie	Vétérinaire sanitaire/ Direction Générale des Services Vétérinaires	Hejer Kilani	kilanihajerd@yahoo.fr
FAO-ECTAD-AN	Expert technique Communication	Daniel Grégoire	daniel.gregoire@fao.org dgrgr2@yahoo.fr

Groupe Socio-Economie

Algérie	Docteur vétérinaire Direction des Services Vétérinaires (DSV)	Leila Ramdani	docram2008@yahoo.fr
Egypte	GOVS	Faten Farouk Ahmed	faten18afyfy@gmail.com
Libye	Direction de la santé animale	Issmahen Mohamed El Tounsi	tunisi_asmahan@yahoo.com
Mauritanie	Responsable des aspects socioéconomique	Lehbib Ould Abdel Aziz	lehbib.abdelaziz@yahoo.com
Maroc	Chef de service vétérinaire ONSSA	Mohamed El Faqir	s.vetguelmim@gmail.com
Tunisie	Vétérinaire sanitaire Centre National de Veille Zoo-sanitaire	Chiraz Ressaissi	chiraz_ress@hotmail.fr
FAO-Rome	Coordinateur ECTAD "Socio-économie"	Nicoline De Haan	nicoline.dehaan@fao.org
FAO-Bamako	Point focal Socio-économie ECTAD-Bamako	Jacques Conforti	jacques.conforti@fao.org

Annexe 5 : Groupe thématique : LABORATOIRE VETERINAIRE

IMPACT : La sécurité alimentaire et la santé publique dans la région méditerranéenne assurée grâce à l'amélioration de la santé animale.

OBJECTIFS : Amélioration des capacités nationales et régionales de prévention et de lutte efficaces contre les TADs et les zoonoses par le renforcement des services de santé animale et la coordination des programmes de surveillance et de lutte

RESULTATS : Amélioration des capacités nationales et régionales pour le diagnostic des maladies animales transfrontalières et les zoonoses prioritaires

ACTIVITES	ACTION/INDICATEUR	GAP/EXCLUSION	PRIORITES	PARTENAIRES	Appui financier
A.2.1. Améliorer la capacité technique des laboratoires de santé animale	<ul style="list-style-type: none"> * Diagnostic de l'état des lieux. * Evaluation des besoins (Questionnaires, missions). → Rapport synthétique d'évaluation. * Plan de formation avec évaluation et appui technique. → 100% de formations : au cours du projet tous les pays auront participé à des formations identifiées par l'évaluation. * Transfert de technologie. * Equipement. 	<ul style="list-style-type: none"> * Etat des lieux des 6 pays. * Sur la base des besoins et de la validation des CVO des formations prioritaires seront réalisées. * Garantir le maintien des compétences (programme de surveillance, EIL en lien avec le réseau, accès à des articles scientifiques/BDD, ...). 	<p>1/ Diagnostic de l'état des lieux : préalable à toutes actions.</p> <p>2/ Formation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les Pays (services vétérinaires) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays • FAO • AIEA • OADA • BM • BAD • OADA
A.2.2. Appui au renforcement de l'assurance qualité et de la biosécurité prévention des risques biotechnologiques /	<p>> <i>1 réunion/an du groupe de travail</i> : formaliser et activer ce groupe</p> <ul style="list-style-type: none"> * BENCH MARKING Présentation et 	<ul style="list-style-type: none"> * Faire un état des lieux de la mise en place AQ dans les pays par questionnaire pour les laboratoires principaux. 	<p>1/ Etat des lieux.</p> <p>2/ Réunion du groupe de travail + échanges</p>	*FAO	*FAO – OIE – AIEA – BAD – OADA

<p>biologiques, y compris l'appui à l'accréditation pour les nouvelles techniques de diagnostic</p>	<p>échanges sur expériences → PV des réunions</p> <p>> <i>Au moins 1 labo/pays compatible avec AQ et Biosécurité.</i></p> <p>* Acquisition équipement et matériaux de référence nécessaires → Liste de matériel</p> <p>* Formation → Attestation de formation (avec évaluation)</p>	<p>*Inviter des experts selon besoin</p>	<p>sur expériences</p>		<p>* FAO – AIEA – BAD – OADA - BM</p>
<p>A.2.3. Fourniture des kits de diagnostic aux laboratoires pour les TADs prioritaires</p>	<p>> <i>1 kit de diagnostic par pays</i></p> <p>* Chaque pays identifie et justifie le besoin de kits qu'il demande. → Requête</p> <p>* Achat et fourniture des kits retenus. → Rapport de fourniture</p>	<p>* Mettre en place une procédure d'approvisionnement d'urgence en cas de crise (dans et hors région).</p> <p>* Identifier et tenir à jour une liste de fournisseurs de réactifs (à mettre sur le site web)</p>	<p>1/ Identification et justification des besoins</p>	<p>*FAO</p>	<p>*FAO</p>
<p>A.2.4. Appui au renforcement du réseau national et régional des laboratoires pour la santé animale (RELABSA) dans le cadre du REMESA</p>	<p>><i>1 réunion de coordination régionale/an</i></p> <p>*Réunion des points focaux laboratoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Points sur réseau national : organisation, harmonisation, système Informatique de connexion entre les laboratoires ➤ Analyser la pertinence des entrées <p>→ PV des réunions</p> <p>><i>Au moins une nouvelle entrée/mois sur le site</i></p>	<p>Pour les Maladies Prioritaires</p> <p>*Assurer la participation d'un laboratoire/pays à 1 EIL international. → Au moins 1 EIL/pays/maladie sur la durée du projet</p> <p>*Assurer la formation, les équipements et les procédures pour organiser 1 EIL pour chaque pays. → Au moins 1 EIL/pays pour 2 maladies sur la durée du projet</p>	<p>1/ Participation d'un laboratoire/pays à 1 EIL international.</p>	<p>LR – UE Organisateurs Internationaux d'EIL</p>	<p>*Pays bénéficiaires *Les organisateurs d'EIL *UE *AIEA *OADA *FAO *OIE</p>

	<p>*expérience sur pathologie</p> <p>*expérience sur équipement ou méthode analytique</p> <p>*capacités du laboratoire, personnes ressources → Nombre d'entrées</p> <p>>Au moins 1 visite sur le site web/pays/mois</p> <p>* Diffuser l'information sur le site au personnel des différents laboratoires de chaque pays</p>				
A.2.5. Mise en place d'accords de collaboration entre les laboratoires et les centres de recherche dans la région (à travers des programmes de jumelage et autres).	<p>>Au moins 1 accord signé par au minimum 2 pays.</p> <p>*Etablir la liste des centres de recherche sur les maladies animales dans la région. → liste des organismes de recherche avec les domaines de compétence. → Proposer un modèle d'accord.</p>	<p>*Etendre la possibilité de conclure des accords avec des Org. de Rech. Internationaux : programme bilatéral (Pays REMESA préférentiellement).</p> <p>*Identifier les principaux organismes de recherche internationaux travaillant dans le domaine des maladies concernés par le projet.</p>	1/ Liste des organismes de recherche	Organismes de Recherche internationaux travaillant dans les domaines concernés par le programme	<ul style="list-style-type: none"> • Accords de collaboration régional → financement national. • Accords bilatéral → financement bilatéral. • BM • AUF

Annexe 6 : Groupe thématique : EPIDEMIOLOGIE

IMPACT : La sécurité alimentaire et la santé publique dans la région méditerranéenne assurée grâce à l'amélioration de la santé animale.
OBJECTIFS : Amélioration des capacités nationales et régionales de prévention et de lutte efficaces contre les TADs et les zoonoses par le renforcement des services de santé animale et la coordination des programmes de surveillance et de lutte
RESULTATS : Amélioration des capacités nationales et régionales pour le contrôle et la surveillance épidémiologique des maladies animales transfrontalières et les zoonoses

ACTIVITES	ACTION/INDICATEUR	GAP/EXCLUSION	PRIORITES	PARTENAIRES	Appui financier
A.3.1. Améliorer les mécanismes d'analyse, de transmission et d'échange des informations	<p>100p100 des pays utilisent des systèmes de suivi des maladies</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. TAD info Libya 2. Support de la mauritanie 3. Workshop régional en épidémiosurveillance (vers une harmonisation 4. Développement de système de collecte de données (harmonisation) 5. GIS training 6. Matériel (GIS, informatique adapté) 7. Assistance technique de la surveillance des maladies animales. 	<p>Gap : Assistance technique pour la surveillance épidémiologique Standard Data base Exclusion : 80 p100 des pays ayant un système transmission et d'échange des informations</p>	<ol style="list-style-type: none"> (1) TAD info Libya (2) (Matériel (GIS, informatique adapté) 	<p>FAO OIE Institutions (IZS, UTL) CIRAD, pays membres instituts de recherche laboratoire de recherche</p>	<p>BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres</p>
A.3.2. Renforcement de la capacité institutionnelle d'élaborer une analyse épidémiologique et socio-économique par une formation ciblée	<p>Une formation/pays de projet</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analyse statistique 2. Analyse Cout bénéfice (ACB) (niveau général ou maladies prioritaires) 	<p>Gap : Logiciels statistiques (SPSS, R) (3)</p>	<ol style="list-style-type: none"> (2) Analyse Cout bénéfice (3) Logiciels statistiques 	<p>FAO OIE Institutions (IZS, UTL) CIRAD, pays membres instituts de recherche laboratoire de recherche</p>	<p>BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres</p>
A.3.3. Mise à niveau des plans d'urgence nationaux et régionaux pour le contrôle et la prévention des maladies animales transfrontalières et les	<ol style="list-style-type: none"> 1. Màj des PU existants pour les maladies prioritaires 2. Formation spécifique en Epidémiologie 3. Etat des lieux des PU (questionnaire) 	<p>Gap : Questionnaires Exclusion : Des pays ont déjà leurs PU</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. établissement de l'état des lieux 2. Atelier régional obligatoire avant de prendre les actions 	<p>Pays, OIE, FAO</p>	<p>BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres</p>

zoonoses prioritaires, selon les directives FAO / OIE.	4. Formation spécifique maladies (ES)				
A.3.4. Réaliser une étude de traçabilité nationale et régionale des produits d'élevage et de l'élevage dans la région	1. TdR du consultant <ul style="list-style-type: none"> ○ Evaluer la faisabilité des systèmes nationaux ○ Identifier les points faibles ○ Recommandations pour les maladies prioritaires ○ Définition des filières 	Exclusions : surveillance épidémiologique Gaps : formation pour élaborer un système de traçabilité Démonstrations outils traçabilité Sensibilisation des acteurs (éleveurs ...) de l'importance de l'identification (en collaboration avec le R- socioéconomie)	TdR du consultant	UMA, OADA, Pays partenaires, OIE, FAO	BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres
A.3.5. Appui au renforcement du réseau épidémiologique régional REPIVET dans le cadre REMESA	1. Organisation des réunions (meeting) <ul style="list-style-type: none"> ○ Planification (partie fixe et changeable selon les événements régionaux ○ Consultation des partenaires pour l'élaboration du programme (OIE) 2. Développement du Web Site <ul style="list-style-type: none"> ○ Formation et ○ Identifier les personnes responsables pour l'utilisation du site web 	Gaps : Besoin de MATERIEL spécifique et adapté pour développer les activités de la surveillance proprement dit	1. Organisation des réunions (meeting) 2. Développement du Web Site	UMA, OADA, Pays partenaires, OIE, FAO, CIRAD Instituts de recherche	BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres
A.3.6. Effectuer des exercices de simulation régionaux entre deux ou plusieurs pays/institutions REMESA pour chaque TAD et zoonoses prioritaire.	1. Définition de l'exercice (en salle, théorique) 2. Consulter les pays pour fixer les maladies, la date 3. Définition des termes de références	Gaps : Besoin d'un PU Exclusions : Pas d'exercice de terrain	1. Définition de l'exercice 2. Consulter les pays pour fixer les maladies 3. Définition des termes de références	S/Réseaux Pays membres (Autres ministères)	BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres

A.3.7. Initier des études d'analyses de risques régionales d'analyse pour les principales maladies	1. Formation sur les études de risque <ul style="list-style-type: none"> o Recrutement des experts o Définir les termes de références (experts en consultation avec les pays) 2. Identifier les maladies pour lesquelles on développe des études 3. Développement des notes de concept pour établir les études	Gaps : <ul style="list-style-type: none"> o identifier les maladies o Formations 	1. Formation sur les études de risque 2. Identifier les maladies pour lesquelles on développe des études 3. Développement des notes de concept pour établir les études	RESEPSA FAO OIE Pays membres	BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres
A.3.8. Développement d'une proposition de projet pour déterminer l'importance de la faune dans l'épidémiologie des principales TADs de la région	1. Identification des partenaires (Organisations experts...) 2. TdR 3. Etat des lieux (ce qui existe déjà) 4. Meeting avec les acteurs	Gaps : Meeting avec tous les acteurs	(2) TdR (1) Identification des partenaires (3) Etat des lieux La proposition peut être préparé sans réunion cependant la réunion peut améliorer l'activité	FAO, OIE Pays membres Associations pu fédérations des chasseurs IUCN Centres de recherche Zoonosis center University of Liverpool	BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres
A.3.9. Mise à niveau et coordination régionale des systèmes d'alerte précoce (EWS) pour les principales maladies animales transfrontalières et les zoonoses.	1. Organisation de workshop EWS dans la région <ul style="list-style-type: none"> o Contacte des partenaires o (Liens ..) o Etablir procédure d'alerte précoce avec la Sioocioéconomie 2. Plate forme REMESA (A.3.5) <ul style="list-style-type: none"> o Moteur de recherche o Système de gestion de carte sur site 	Gaps : Besoin de MATERIEL spécifique et adapté pour développer toutes les activités y compris A.3.9 Exclusions : Pas de nécessité de formation (Voir l'activité A.3.5) Remarques : ne pas avoir un double emploi	1. Organisation de workshop EWS dans la région 2. Plate forme REMESA	FAO OIE Pays membres OMS (zoonoses)	BM (BIRD) UE Banque de développement Agences internationales de coopération Les pays membres

Annexe 7 : Groupe thématique : COMMUNICATION

IMPACT : La sécurité alimentaire et la santé publique dans la région méditerranéenne assurée grâce à l'amélioration de la santé animale.

OBJECTIFS : Amélioration des capacités nationales et régionales de prévention et de lutte efficaces contre les TADs et les zoonoses par le renforcement des services de santé animale et la coordination des programmes de surveillance et de lutte RESULTATS : Développement d'une approche régionale intégrée pour la communication en santé animale pour les maladies animales transfrontalières et les zoonoses					
ACTIVITES	ACTION/INDICATEUR	GAP/EXCLUSION	PRIORITES	PARTENAIRES	Appui financier
A.4.1. Appui au renforcement du réseau régional de communication RECOMSA dans le cadre REMESA	<ul style="list-style-type: none"> Nomination/ confirmation d'un point focal Com par CVO pays et préparation des TdR du Point Focal Communication ; soumission au CVO -WShop de préparation des plans de communication (guidelines) WShop de finalisation & harmonisation des plans de communication dans les pays+ présentation REMESA Missions de suivi dans chaque pays (3ans) 2 ateliers thématiques (a)Communication de crise (b)Communication avec société civile, producteurs/commerçants Les deux ateliers en collaboration avec Epidémio et SocioEco Atelier Evaluation des pratiques réseau/web/(en année 2) 	<ul style="list-style-type: none"> Formation de base des PFocaux Communication Positionnement (organigramme) de la Com dans les SVs Evaluation préliminaire Com en Egypte et Lybie Dialogue entre les services de santé animale et santé humaine + environnement Réponse à des besoins spécifiques de certains pays, l'ensemble n'étant pas homogène du point de vue capacités en communication 	<p>Important parce que structuration nécessaire des fonctions communication dans les pays et positionnement dans les organigrammes</p> <p>Cadrage et validation des plans de communication</p>	<p>FAO ECTAD</p> <p>OIE</p> <p>WB</p> <p>UE</p> <p>Coopération espagnole</p> <p>Coopération internationale</p> <p>Agences UN, particulièrement FAO, UNICEF</p>	<p>WB / EU / FAO Pays membres du REMESA</p> <p>Coopération espagnole</p> <p>Coopération internationale</p> <p>EU</p> <p>BID</p> <p>BAD</p>
A.4.2. Améliorer la coordination des stratégies et plans régionaux de communication, y compris des programmes ciblés pour les populations migrantes et le tourisme.	<ul style="list-style-type: none"> Contribution documentaire sur le site par PF Communication : une contribution /mois /pays Réunion Web Echanges entre PF animation : 1 réunion / web par mois avec animation tournante Réunion et concertation (niveau national) entre les communicateurs santé animale, santé humaine, environnement pour échanges de matériel et de bonne pratiques (2/an) Liens documentaires et emailing listes avec les institutions, partenaires, centres de formation ; mise en ligne par chaque pays. Préparer les TdR pour des Etudes KAP spécifiques, préparatoires à la préparation et au 	<p>Le site web doit être fonctionnel très rapidement pour exercices et pretesting</p> <p>Tout est à faire</p>	<p>Appui technique et suivi (missions et web) par CRSA AN Communication</p>		

	suivi des plans de communication				
A.4.3. Échange de méthodologies de communication, de matériel et d'informations au niveau régional.	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en ligne une Boîte à Outils de matériel de communication (contribution de tous les pays+ECTAD) • Session de formation en ligne sur base d'une étude de cas (simulation d'un foyer et gestion de la Communication de crise) • Atelier régional de formation pour apprentissage de base en communication 		Atelier considéré comme prioritaire pour assurer les bases techniques et pratiques		

Annexe 8 : Groupe thématique : Socio Economie

IMPACT : La sécurité alimentaire et la santé publique dans la région méditerranéenne assurée grâce à l'amélioration de la santé animale.

OBJECTIFS : Amélioration des capacités nationales et régionales de prévention et de lutte efficaces contre les TADs et les zoonoses par le renforcement des services de santé animale et la coordination des programmes de surveillance et de lutte

RESULTATS : Amélioration des connaissances sur la région socio-économie régionale de la santé animale et les risques pour les approches fondées sur le risque pour un meilleur contrôle des maladies

ACTIVITES	ACTION/INDICATEUR	GAP/EXCLUSION	PRIORITES
A.5.1. Création d'une base de données régionale sur le commerce des animaux afin de fournir des informations pour la mise en œuvre du contrôle des maladies basé sur le risque	Création d'une base de données (commerce) : 1. Identifier les termes de référence de l'inventaire 2. Inventaire par pays 3. Atelier régional	Identification des animaux et enregistrement des exploitations	
A.5.2. Compilation de l'ensemble des données pertinentes pour la cartographie et l'analyse de risque des maladies grâce à des examens du secteur de l'élevage.	- Examen du secteur de petits ruminants - Facteurs socio-économiques de risque : 1. Définir les termes de référence 2. Méthodologie de collecte des informations 3. Mise en œuvre	Secteur des camélidés Formation analyse des Risques Créer un groupe de travail avec RIPIVET Atelier de travail avec groupe RIPIVET	Examen du secteur avicole n'est pas prioritaire.
A.5.3. Évaluer l'impact des maladies sur la vie des populations et l'économie nationale et régionale et développer des outils pour des mécanismes de compensation.	- 4 Missions d'évaluation des maladies, Maroc-Tunisie, Egypte, et Libye - 2 études socio-économiques en utilisant un questionnaire standard d'évaluation d'impact sur les moyens de subsistance. - Atelier régional sur les mécanismes de financement de compensation.	- Formation coûts / Bénéfices - Créer un groupe de travail avec RIPIVET. -Créer un groupe de travail avec RICOMSA	Les outils de compensation ne représentent pas une priorité
A.5.4. Soutien à la création d'un réseau d'associations de producteurs régional, RESEPSA dans le cadre REMESA	-Identification de toutes les organisations nationales et régionales du secteur de l'élevage 1- Définir les termes de référence 2- Inventaire des organisations. 3-Créer une base de données -Atelier régional (Représentant de chaque association et les points focaux		Les petits ruminants, les bovins, volaille et Dromadaires